Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 134 del 24 maggio 1974

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 24 maggio 1974 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540138
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 8 aprile 1974, n. **194**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul commercio del grano e della convenzione per l'aiuto alimentare, adottate a Washington il 29 marzo 1971.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 aprile 1974, n. **194.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul commercio del grano e della convenzione per l'aiuto alimentare, adottate a Washington il 29 marzo 1971.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti atti internazionali, adottati a Washington il 29 marzo 1971:

a) convenzione sul commercio del grano;

b) convenzione sull'aiuto alimentare.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente all'articolo 26 della convenzione indicata *sub a*) e dell'articolo X della convenzione indicata *sub b*).

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuti alimentari della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana.

Le relative spese, valutate in lire 6.500 milioni in ragione di anno, sono imputate alla gestione finanziaria dell'AIMA, di cui alla legge 31 marzo 1971, n. 144.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 aprile 1974

LEONE

RUMOR — MORO — GIOLITTI — TANASSI — COLOMBO — BISAGLIA — MATTEOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLE DE 1971

PRÉAMBULE

La Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971,

Considérant que l'accord international sur le blé de 1949 a été revisé, renouvelé ou reconduit en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966 et 1967,

Considérant que les dispositions de l'arrangement international sur le céréales de 1967, composé de la convention relative au commerce du blé, d'une part, et de la convention relative à l'aide alimentaire, d'autre part, viennent à expiration le 30 juin 1971 et qu'il est souhaitable de conclure un accord pour une nouvelle période,

Est convenue que le présent accord international sur le blé de 1971 sera composé de deux instruments juridiques distincts:

a) la convention sur le commerce du blé de 1971;

b) la convention relative à l'aide alimentaire de 1971;

et que, soit la convention sur le commerce du blé de 1971, soit la convention sur le commerce du blé de 1971 et la convention relative à l'aide alimentaire de 1971, suivant qu'il conviendra, seront soumises, conformément à leurs procédures constitutionnelles, à la signature, à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur le commerce du blé, 1971, ainsi que des gouvernements des Etats parties à la convention relative au commerce du blé de l'arrangement international sur les céréales de 1967.

CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLE DE 1971

Première partie — GENERALITÉS

Article premier

Objectif

La présente convention a pour objet:

a) De favoriser la coopération internationale en ce qui concerne les problèmes que pose le blé dans le monde, eu égard aux relations qui existent entre le commerce du blé et la stabilité économique des marchés d'autres produits agricoles;

b) De favoriser le développement du commerce international du blé et de la farine de blé, d'assurer que ce commerce s'effectue le plus librement possible dans l'intérêt tant des membres exportateurs que des membres importateurs et de contribuer ainsi au développement des pays dont l'économie dépende de la vente commerciale du blé;

c) De contribuer, autant que possible, à la stabilité du marché international du blé dans l'intérêt tant des membres exportateurs que des membres importateurs, et

d) De fournir un cadre, conformément à l'article 21 de la présente convention, pour la négociation de dispositions relatives aux prix du blé, ainsi qu'aux droits et aux obligations des membres concernant le commerce international du blé.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente convention:

1. *a*) « Conseil » désigne le Conseil international du blé constitué par l'accord international sur le blé de 1949 et maintenu en existence par l'article 10;

b) « Membre » désigne une Partie à la présente convention ou un territoire ou groupe de territoires au sujet duquel a été faite la notification prévue au paragraphe 3 de l'article 28;

c) « Membre exportateur » désigne un membre nommé à l'annexe *A;*

d) « Membre importateur » désigne un membre nommé à l'annexe *B;*

e) « Territoire », lorsque cette expression se rapporte à un membre exportateur ou à un membre importateur, désigne tout territoire auquel s'appliquent en vertu de l'article 28 les droits et les obligations que le gouvernement de ce membre a assumés aux termes de la présente convention;

f) « Comité exécutif » désigne le Comité, constitué en vertu de l'article 15;

g) « Sous-Comité consultatif de la situation du marché » désigne le Sous-Comité constitué en vertu de l'article 16;

h) « Céréales » comprend le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs et le sorgho;

i) « Blé » désigne le blé en grain de quelque nature, catégorie, type, « grade » ou qualité que ce soit et, sauf dans les cas où le contexte l'exige autrement, la farine de blé;

j) « Année agricole » désigne la période du 1er juillet au 30 juin;

k) « Boisseau » désigne, dans le cas du blé, 60 livres avoirdupois soit 27,2155 kilogrammes;

l) « Tonne métrique » ou 1.000 kilogrammes désigne, dans le cas du blé, 36,74371 boisseaux;

m) i) « Achat » désigne, suivant le contexte, l'achat, aux fins d'importation, de blé exporté ou destiné à être exporté par un membre exportateur ou par un Pays autre qu'un membre exportateur, selon le cas, ou la quantité de ce blé ainsi acheté;

ii) « Vente » désigne, suivant le contexte, la vente, aux fins d'exportation, de blé importé ou destiné à être importé par un membre importateur, ou par un Pays autre qu'un membre importateur, selon le cas, ou la quantité de ce blé ainsi vendu;

iii) Lorsqu'il est question dans la présente convention d'un achat ou d'une vente, il est entendu que ce terme désigne non seulement des achats ou des ventes conclus entre les Gouvernements intéressés, mais aussi les achats ou les ventes conclus entre des négociants privés et des achats ou des ventes conclus entre un négociant privé et le Gouvernement intéressé. Dans cette définition, le terme « Gouvernement » designe le Gouvernement de tout territoire auquel s'appliquent, en vertu de l'article 28, les droits et obligations que tout Gouvernement assume en ratifiant, acceptant ou approuvant la présente convention ou en y adhérant;

n) Toute mention, dans la présente convention, d'un « Gouvernement représenté à la Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971 » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne, ci-après dénommée « la Communauté ». En conséquence, toute mention, dans la présente convention, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application provisoire » par un gouvernement, est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

2. Le calcul de l'équivalent en blé des achats de farine de blé est effectué sur la base du taux d'extraction indiqué par le contrat entre l'acheteur et le vendeur. Si ce taux d'extraction n'est pas indiqué, soixante-douze unités en poids de farine de blé sont considérées, aux fins de ce calcul, comme équivalent à cent unités en poids de blé en grain, sauf décision contraire du Conseil.

Article 3

Achats commerciaux et transactions spéciales

1. « Achat commercial » désigne, aux fins de la présente convention, tout achat conforme à la définition figurant à l'article 2 et conforme aux pratiques commerciales usuelles du commerce international, à l'exclusion des transactions visées au paragraph 2 du présent article.

2. « Transaction spéciale » désigne, aux fins de la présente convention, une transaction contenant des éléments, introduits par le Gouvernement d'un membre intéressé, qui ne sont pas conformes aux pratiques commerciales usuelles. Les transactions spéciales comprennent:

a) Les ventes à crédit dans lesquelles, par suit d'une intervention gouvernementale, le taux d'intérêt, le délai de paiement ou d'autres conditions connexes ne sont pas conformes aux taux, aux délais ou aux conditions habituellement pratiqués dans le commerce sur le marché mondial;

b) Les ventes dans lesquelles les fonds nécessaires à l'opération sont obtenus du Gouvernement du membre exportateur sous forme d'un prêt lié à l'achat du blé;

c) Les ventes en divises du membre importateur, ni transférables ni convertibles en devises ou en marchandises destinées à être utilisées dans le membre exportateur;

d) Les ventes effectuées en vertu d'accords commerciaux avec arrangements spéciaux de paiement qui prévoient des comptes de compensation servant à régler bilatéralement les soldes créditeurs au moyen d'échange de marchandises, sauf si le membre exportateur et le membre importateur intéressés acceptent que la vente soit considérée comme ayant un caractère commercial;

e) Les opérations de troc:

i) qui résultent de l'intervention de Gouvernements et dans lesquelles le blé est échangé à des prix autres que ceux qui sont pratiqués sur le marché mondial, ou

ii) qui s'effectuent au titre d'un programme gouvernemental d'achats, sauf si l'achat de blé résulte d'une

opération de troc dans laquelle le Pays de destination finale du blé n'est pas désigné dans le contrat initial de troc;

f) Un don de blé ou un achat de blé au moyen d'une aide financière accordée spécialement à cet effet par le membre exportateur;

g) Toutes autres catégories de transactions que le Conseil pourrait spécifier et qui contiennent des éléments, introduits par le Gouvernement d'un membre intéressé, qui ne sont pas conformes aux pratiques commerciales usuelles.

3. Toute question soulevée par le Secrétaire exécutif ou par un membre exportateur ou un membre importateur en vue d'établir si une transaction donnée constitue un achat commercial au sens du paragraphe 1 ou une transaction spéciale au sens du paragraph 2 du présent article est tranchée par le Conseil.

Article 4

Enregistrement et notification

1. Le Conseil enregistre séparément pour chaque année agricole:

a) aux fins de l'application de la présente convention, tous les achats commerciaux effectués par des membres auprès d'autres membres et non-membres et toutes les importations des membres en provenance d'autres membres et non-membres à des conditions qui en font des transactions spéciales, et

b) toutes les ventes commerciales qui sont effectuées par des membres à des non-membres et toutes les exportations de membres à destination de non-membres à des conditions qui en font des transactions spéciales.

2. Les registres visés au paragraphe précédent sont tenus de façon que l'enregistrement des transactions spéciales soit distinct de l'enregistrement des transactions commerciales.

3. Pour faciliter le travail du Sous-Comité consultatif de la situation du marché prévu à l'article 16, le Conseil enregistre les prix du marché international du blé et de la farine de blé et les frais de transport.

4. S'il s'agit de blé qui arrive au Pays de destination finale après revente, passage ou transbordement portuaire dans un Pays autre que celui dont le blé est originaire, les membres fournissent dans toute la mesure du possible des renseignements permettant d'enregistrer l'achat ou la transaction mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du présent article en tant qu'achat ou transaction entre le Pays d'origine et le Pays de destination finale. En cas de revente, les dispositions du présent paragraphe ne sont applicables que si le blé est parti du Pays d'origine pendant l'année agricole en cause.

5. Le Conseil peut autoriser l'enregistrement d'achats pour une année agricole:

a) Si la période de chargement considérée est comprise dans un délai raisonnable, ne dépassant pas un mois, à fixer par le Conseil, avant le début ou après la fin de l'année agricole, et

b) Si les deux membres intéressés sont d'accord.

6. Aux fins du présent article,

a) les membres adressent au Secrétaire exécutif tous les renseignements relatifs aux quantités de blé ayant fait l'objet de ventes et achats commerciaux et de transactions spéciales, dont le Conseil, en fonction de ses compétences, pourrait avoir besoin, y compris:

i) en ce qui concerne les transactions spéciales, les détails de ces transactions, permettant de les classer selon les catégories définies à l'article 3;

ii) en ce qui concerne le blé, les détails disponibles concernant le type, la catégorie, le « grade » et la qualité, ainsi que les quantités en cause;

iii) en ce qui concerne la farine, les indications disponibles permettant d'identifier la qualité de la farine et les quantités de chaque qualité;

b) Les membres, lorsqu'ils exportent sur une base régulière, et les autres membres pour lesquels le Conseil en aura ainsi décidé, sont tenus d'envoyer au Secrétaire exécutif tous renseignements relatifs aux prix des transactions commerciales et, lorsqu'ils sont disponibles, des transactions spéciales concernant toute nature, catégorie, type, « grade » ou qualité de blé et de farine de blé, dont le Conseil pourrait avoir besoin;

c) Le Conseil reçoit régulièrement des renseignements sur les frais de transport en vigueur, et les membres sont tenus, dans toute la mesure du possible, de communiquer au Conseil tous renseignements complémentaires dont il pourrait avoir besoin.

7. Le Conseil établit un règlement concernant les notifications et les registres dont il est question dans le présent article. Ce règlement fixe la fréquence et les modalités suivant lesquelles ces notifications doivent être faites et définit les obligations des membres à cet égard. Le Conseil arrête également la procédure de modification des registres et relevés dont il assure la tenue, ainsi que les modes de règlement de tout différend pouvant surgir à cet égard. Si un membre quelconque manque de façon répétée et sans justification aux engagements de notification contractés en vertu du présent article, le Comité exécutif engage des consultations avec le membre en cause afin de rémedier à la situation.

Article 5

Evaluation des besoins et des disponibilités en blé

1. Au 1[er] octobre, pour les Pays de l'hémisphère nord, et au 1[er] février, pour les Pays de l'hémisphère sud, chaque membre importateur notifie au Conseil les évaluations de ses besoins d'importations commerciales de blé pendant l'année agricole. Tout membre importateur peut notifier par la suite au Conseil toutes modifications qu'il désire apporter à ses évaluations.

2. Au 1[er] octobre, pour les Pays de l'hémisphère nord, et au 1[er] février, pour les Pays de l'hémisphère sud, chaque membre exportateur notifie au Conseil ses évaluations des quantités de blé qu'il pourra exporter pendant l'année agricole. Tout membre exportateur peut notifier par la suite au Conseil toutes modifications qu'il désire apporter à ses évaluations.

3. Toutes les évaluations notifiées au Conseil sont utilisées pour les besoins de l'administration de la présente convention et ne peuvent être communiquées aux membres exportateurs et aux membres importateurs que dans les conditions fixées par le Conseil. Les évaluations présentées en vertu du présent article ne constituent en aucune façon des engagements.

Article 6

Consultations sur la situation du marché

1. Si le Sous-Comité consultatif de la situation du marché, au cours de l'examen permanent du marché qu'il effectue en application du paragraphe 2 de l'article 16, est d'avis qu'une situation d'instabilité du marché s'est produite ou est imminente, ou si une telle situation est signalée à l'attention du Sous-Comité consultatif par le Secrétaire exécutif, de sa propre initiative ou à la demande de tout membre exportateur ou importateur, le Sous-Comité consultatif rend immédiatement compte au Comité exécutif des faits en question. Le Sous-Comité consultatif, en informant de la sorte le Comité exécutif, tient particulièrement compte des circonstances qui ont provoqué ou qui menacent de provoquer la situation d'instabilité du marché, y compris les fluctuations de prix. Le Comité exécutif se réunit dans les cinq jours ouvrables pour analyser la situation et pour examiner s'il serait possible d'arriver à des solutions mutuellement acceptables.

2. Le Comité exécutif, s'il le juge approprié, informe le Président du Conseil, qui peut convoquer une session du Conseil pour faire le point de la situation.

Article 7

Différends et plaintes

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention qui n'a pu être réglé par voie de négociation est, à la demande de tout membre qui est partie au différend, déféré au Conseil pour décision.

2. Tout membre qui estime que ses intérêts en tant que partie à la présente convention sont sérieusement lésés du fait qu'un ou plusieurs membres ont pris des mesures de nature à compromettre le fonctionnement de la présente convention peut saisir le Conseil. Le Conseil consulte immédiatement les membres intéressés afin de régler la question. Si la question n'est pas réglée par ces consultations, le Conseil examine plus avant la question et peut faire des recommendations aux membres intéressés.

Article 8

Examen annuel de la situation du blé dans le monde

1. *a*) Poursuivant les objectifs de la présente convention tels qu'ils sont définis à l'article premier, le Conseil étudie chaque année la situation du blé dans le monde et informe les membres des, répercussions que les faits qui se dégagent de cet examen exercent sur le commerce mondial du blé afin que les Gouvernements de ces membres les aient a l'esprit lorsqu'ils déterminent et appliquent leur politique intérieure en matière d'agriculture et de prix;

b) L'examen s'effectue en fonction des renseignements dont on dispose au sujet de la production nationale, des stocks, de la consommation, des prix et du commerce du blé, y compris les transactions commerciales et les transactions spéciales;

c) Tout membre peut communiquer au Conseil des renseignements en rapport avec l'examen annuel de la situation du blé dans le monde qui ne sont pas déjà parvenus au Conseil soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisation appropriée du système des Nations Unies, y compris la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

2. En procédant à l'examen annuel, le Conseil recherche les moyens permettant de stimuler la consommation de blé et peut entreprendre, en coopération avec les membres, des études portant notamment:

a) sur les facteurs qui influencent la consommation de blé dans divers Pays et

b) sur les moyens permettant de stimuler la consommation, notamment dans les Pays où l'on constate qu'il est possible de l'accroître.

3. Aux fins du présent article, le Conseil tient compte des travaux concernant les céréales effectués par la CNUCED et la FAO, ainsi que par les autres organisations intergouvernementales, afin d'éviter le double emploi; il peut, sans préjudice de la portée du paragraphe 1 de l'article 20, conclure les arrangements qu'il juge souhaitables en vue d'une collaboration pour l'une quelconque de ses activités avec ces organisations intergouvernementales, ainsi qu'avec les Gouvernements d'Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, non parties à la présente convention, qui ont un intérêt substantiel dans le commerce international des céréales.

4. Le present article ne porte atteinte en aucune façon à la complète liberté d'action dont jouit tout membre dans l'élaboration et l'application de sa politique intérieure en matière d'agriculture et de prix.

Article 9

Directives concernant les transactions à des conditions de faveur

1. Les membres s'engagent à effectuer toutes transactions à des conditions de faveur portant sur le blé de manière à éviter tout préjudice à la structure normale de la production et du commerce international.

2. A cette fin, les membres prendront les mesures qui s'imposent pour faire en sorte que les transactions à des conditions de faveur s'ajoutent aux ventes commerciales raisonnablement prévisibles en l'absence de telles transactions. De telles mesures devront être conformes aux principes et directives racommandés en matière d'écoulement des excédents par la FAO et pourront disposer qu'un niveau déterminé d'importations commerciales de blé, convenu avec le Pays bénéficiaire, sera

maintenu sur une base globale par ce Pays. En formulant ou en ajustant ce niveau, il conviendra de tenir pleinement compte du volume des importations commerciales au cours d'une période représentative, ainsi que de la situation économique du Pays bénéficiaire, notamment de la situation de sa balance des paiements.

3. Les membres, lorsqu'ils effectuent des opérations d'exportation à des conditions de faveur, doivent entrer en consultation avec les membres exportateurs dont les ventes commerciales pourraient être touchées par de telles transactions, autant que possible avant de conclure les arrangements nécessaires avec les Pays bénéficiaires.

4. Le Comité exécutif saisira le Conseil d'un rapport annuel sur les faits nouveaux en matière de transactions de blé à des conditions de faveur.

Deuxième partie — ADMINISTRATION

Article 10

Constitution du Conseil

1. Le Conseil international du blé, constitué en vertu de l'accord international sur le blé de 1949, continue à exister aux fins de l'application de la présente convention avec la composition, les pouvoirs et les fonctions prévus par ladite convention.

2. Tout membre exportateur ou importateur est membre votant du Conseil et peut être représenté aux réunions par un délégué, des suppléants et des conseillers.

3. Toute organisation intergouvernementale que le Conseil aura décidé d'inviter à une ou plusieurs de ses réunions pourra déléguer un représentant qui assistera à ces réunions sans droit de vote.

4. Le Conseil élit un président et un vice-président qui restent en fonctions pendant une année agricole. Le Président ne jouit pas du droit de vote et le Vice-Président ne jouit pas du droit de vote lorsqu'il fait fonction de président.

Article 11

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil établit son règlement intérieur.

2. Le Conseil tient les registres prévus par les dispositions de la présente convention et peut tenir tous autres registres qu'il juge souhaitables.

3. Le Conseil publie un rapport annuel. Il peut aussi publier toute autre information (et notamment, en totalité ou en partie, son étude annuelle ou un résumé de cette étude) sur des questions relevant de la présente convention.

4. Outre les pouvoirs et fonctions spécifiés dans la présente convention, le Conseil jouit des autres pouvoirs et exerce les autres fonctions necessaires pour assurer l'application de la présente convention.

5. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les membres importateurs, déléguer à l'un quelconque des ses comités ou au Secrétaire exécutif l'exercice de pouvoirs ou fonctions autres que les pouvoirs et fonctions relatifs au budget et à la fixation des cotisations, énoncés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 19. Le Conseil peut à tout moment rappeler cette délégation de pouvoirs à la majorité des voix exprimées. Toute décision prise en vertu de tous pouvoirs ou fonctions délégués par le Conseil, conformément aux dispositions du présent paragraphe, est sujette à revision de la part du Conseil, à la demande de tout membre exportateur ou de tout membre importateur, dans les délais que le Conseil prescrit. Toute décision au sujet de laquelle il n'est pas présenté de demande de réexamen dans les délais prescrits lie tous les membres.

6. Afin de pouvoir s'acquitter de ses fonctions en vertu de la présente convention, le Conseil peut demander les statistiques et les renseignements dont il a besoin, et les membres s'engagent à les lui fournir.

Article 12

Voix

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1.000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1.000 voix.

2. Chacune des délégations de membres exportateurs siégeant au Conseil détient les voix indiquées à l'annexe *A*.

3. Chacune des délégations de membres importateurs siégeant au Conseil détient les voix indiquées à l'annexe *B*.

4. Tout membre exportateur peut autoriser un autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser un autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une preuve suffisante de cette autorisation est présentée au Conseil.

5. Si, à la date d'une réunion du Conseil, un membre exportateur ou un membre importateur n'est pas représenté par un délégué accrédité et n'a pas habilité un autre membre à exercer son droit de vote conformément au paragraphe 4 du présent article, ou si, à la date d'une réunion, un membre est déchu de son droit de vote, a perdu son droit de vote ou l'a recouvré, en vertu d'une disposition de la présente convention, le total des voix que peuvent exprimer les membres exportateurs est ajusté à un chiffre égal à celui du total des voix que peuvent exprimer, à cette réunion, les membres importateurs et est redistribué entre les membres exportateurs en proportion des voix qu'ils détiennent.

6. Toutes les fois qu'un Pays devient partie à la présente convention ou qu'un membre cesse de l'être, le Conseil redistribue les voix attribuées soit à l'annexe *A*, soit à l'annexe *B*, selon le cas, proportionnellement au nombre de voix détenues par chacun des Pays énumérés dans ladite annexe.

7. Tout membre exportateur ou tout membre importateur dispose d'au moins une voix; il n'y a pas de fraction de voix.

Article 13

Siège, sessions et quorum

1. Le siège du Conseil est Londres, sauf décision contraire du Conseil.

2. Le Conseil se réunit au cours de chaque année agricole au moins une fois par semestre et à tous autres moments sur décision du Président ou comme l'exigent les dispositions de la présente convention.

3. Le Président convoque une session du Conseil si la demande lui en est faite: *a*) par cinq membres, ou *b*) par un ou plusieurs membres détenant au total au moins dix pour cent de l'ensemble des voix, ou *c*) par le Comité exécutif.

4. A toute réunion du Conseil, la présence de délégues possedant, avant tout ajustement du nombre des voix en vertu de l'article 12, la majorité des voix détenues par les membres exportateurs et la majorité des voix détenues par les membres importateurs est nécessaire pour constituer le quorum.

Article 14

Décisions

1. Sauf disposition contraire de la présente convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres exportateurs et à la majorité des voix exprimées par les membres importateurs, comptées séparément.

2. Tout membre s'engage à considérer comme ayant force obligatoire toutes les décisions prises par le Conseil en vertu des dispositions de la présente convention.

Article 15

Comité exécutif

1. Le Conseil établit un Comité exécutif. Ce Comité exécutif est composé de quatre membres exportateurs au plus, élus tous les ans par les membres exportateurs, et de huit membres importateurs au plus, élus tous les ans par les membres importateurs. Le Conseil nomme le président du Comité exécutif et peut nommer un vice-président.

2. Le Comité exécutif est responsable devant le Conseil et fonctionne sous la direction générale du Conseil. Il a les pouvoirs et fonctions qui lui sont expressément assignés par la présente convention et tels autres pouvoirs et fonctions que le Conseil peut lui déléguer en vertu du paragraph 5 de l'article 11.

3. Les membres exportateurs siégeant au Comité exécutif ont le même nombre total de voix que les membres importateurs. Les voix des membres exportateurs siégeant au Comité exécutif sont réparties entre eux de la façon qu'ils décident, à condition qu'aucun de ces membres exportateurs ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix de ces membres exportateurs. Les voix des membres importateurs siégeant au Comité exécutif sont réparties entre eux de la façon qu'ils décident, à condition qu'aucun de ces membres importateurs ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix de ces membres importateurs.

4. Le Conseil fixe les règles de procédure de vote au sein du Comité exécutif et adopte les autres clauses qu'il juge utile d'insérer dans le règlement intérieur du Comité exécutif. Une décision du Comité exécutif doit être prise à la même majorité des voix que celle que la présente convention prévoit pour le Conseil lorsque celui-ci prend une décision sur une question semblable.

5. Tout membre exportateur ou tout membre importateur qui n'est pas membre du Comité exécutif peut participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question dont est saisi le Comité exécutif, chaque fois que celui-ci considère que les intérêts de ce membre sont en cause.

Article 16

Sous-Comité consultatif de la situation du marché

1. Le Comité exécutif établit un Sous-Comité consultatif de la situation du marché, composé de représentants techniques de cinq membres exportateurs au plus et de cinq membres importateurs au plus. Le Président du Sous-Comité consultatif est désigné par le Comité exécutif.

2. Le Sous-Comité consultatif examine en permanence la situation courante du marché, et il rend compte au Comité exécutif conformément aux dispositions de l'article 6. Le Sous-Comité consultatif, dans l'exercice de ses fonctions, tient compte de toutes représentations qui lui sont faites par tout membre exportateur ou importateur.

3. Tout membre qui ne fait pas partie du Sous-Comité consultatif peut participer à la discussion de toute question dont le Sous-Comité consultatif est saisi, chaque fois que ce dernier considère que les intérêts du membre en question sont directement en jeu.

4. Le Sous-Comité consultatif émet des avis conformément aux articles pertinents de la présente convention, ainsi que sur toutes autres questions que le Conseil ou le Comité exécutif peut lui renvoyer, y compris celles que le Conseil peut lui soumettre aux termes de l'article 21 de la présente convention.

Article 17

Secrétariat

1. Le Conseil dispose d'un secrétariat composé d'un secrétaire exécutif, qui est son plus haut fonctionnaire, et du personnel nécessaire aux travaux du Conseil et de ses comités.

2. Le Conseil nomme le secrétaire exécutif, qui est responsable de l'accomplissement des tâches dévolues au secrétariat pour l'administration de la présente convention et de telles autres tâches qui lui sont assignées par le Conseil et ses comités.

3. Le personnel est nommé par le secrétaire exécutif conformément aux règles établies par le Conseil.

4. Il est imposé comme condition d'emploi au secrétaire exécutif et au personnel de ne pas détenir d'intérêt financier ou de renoncer à tout intérêt financier dans le commerce du blé, et de ne solliciter ni recevoir d'un Gouvernement ou d'une autorité extérieure au Conseil des instructions relatives aux fonctions qu'ils exercent aux termes de la présente convention.

Article 18

Privilèges et immunités

1. Le Conseil a la personnalité juridique. Il peut en particulier conclure des contrats, acquérir et céder des biens meubles et immeubles et ester en justice.

2. Le statut, les privilèges et les immunités du Conseil sur le territoire du Royaume-Uni continuent d'être régis par l'accord relatif au siège conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Conseil international du blé, et signé à Londres le 28 novembre 1968.

3. L'accord mentionné au paragraphe 2 du présent article sera indépendant de la présente convention. Il prendra cependant fin:

a) si un accord est conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Conseil,

b) dans le cas où le siège du Conseil n'est plus situé dans le Royaume-Uni, ou

c) dans le cas où le Conseil cesse d'exister.

4. Si le siège du Conseil n'est plus situé dans le Royaume-Uni, le Gouvernement du membre où est situé le siège du Conseil conclut avec le Conseil un accord international relatif au statut, aux privilèges et aux immunités du Conseil, de son secrétaire exécutif, de son personnel et des représentants des membres qui participeront aux réunions convoquées par le Conseil.

Article 19

Dispositions financières

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des représentants à ses comités et sous-comités sont à la charge des Gouvernements représentés. Les autres dépenses qu'entraîne l'application de la présente convention sont couvertes par voie de cotisations annuelles des membres exportateurs et des membres importateurs.

La cotisation de chacun de ces membres pour chaque année agricole est fixée en proportion du nombre de voix qu'il détient par rapport au total des voix détenues par les membres exportateurs et les membres importateurs au début de ladite année agricole.

2. Au cours de la première session qui suit l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil vote son budget pour la période se terminant le 30 juin 1972 et fixe la cotisation de chaque membre exportateur et de chaque membre importateur.

3. Le Conseil, lors d'une des sessions qu'il tient au cours du deuxième semestre de chaque année agricole, vote son budget pour l'année agricole suivante et fixe la cotisation de chaque membre exportateur et de chaque membre importateur pour ladite année agricole.

4. La cotisation initiale de tout membre exportateur et de tout membre importateur qui adhère à la présente convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 25 est fixée par le Conseil sur la base du nombre de voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées par les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

5. Les cotisations sont exigibles dès leur fixation. Tout membre exportateur ou tout membre importateur qui omet de régler le montant de sa cotisation dans l'année qui en suit la fixation perd son droit de vote jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ladite cotisation, mais il n'est pas relevé des obligations que lui impose la présente convention ni privé des autres droits que cette dernière lui confère, à moins que le Conseil n'en décide ainsi.

6. Le Conseil publie, au cours de chaque année agricole, un état vérifié des recettes encaissées et des dépenses engagées au cours de l'année agricole précédente.

7. Le Conseil prend, avant sa dissolution, toutes dispositions en vue du règlement de son passif et de l'affectation de son actif et de ses archives.

Article 20

Coopération avec les autres organisations intergouvernementales

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées pour procéder à des consultations ou collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la CNUCED, et avec la FAO, ainsi qu'avec, le cas échéant, d'autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales.

2. Le Conseil, eu égard au rôle particulier dévolu à la CNUCED dans le commerce international des produits de base, la tiendra, selon qu'il convient, au courant de ses activités et de ses programmes de travail.

3. Si le Conseil constate qu'une disposition quelconque de la présente convention présente une incompatibilité de fond avec telles obligations que l'Organisation des Nations Unies, ses organes compétents et ses institutions spécialisées peuvent établir en matière d'accords intergouvernementaux sur les produits de base, cette incompatibilité est réputée nuire au bon fonctionnement de la présente convention et la procédure prescrite aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 27 est appliquée.

Article 21

Prix et droits et obligations s'y rapportant

Afin d'assurer l'approvisionnement en blé et farine de blé des membres importateurs, ainsi que des débouchés pour le blé et la farine de blé des membres exportateurs à des prix équitables et stables, le Conseil examine en temps opportun les questions de prix, ainsi que les droits et obligations s'y rapportant. Lorsqu'il apparaît que ces questions sont susceptibles de négociations fructueuses en vue d'une mise en application pendant la durée de la présente convention, le Conseil prie le Secrétaire général de la CNUCED de convoquer une conférence de négociation.

Article 22

Signature

La présente convention sera ouverte, à Washington, du 29 mars 1971 au 3 mai 1971 inclus, à la signature des Gouvernements des Pays parties à la convention relative au commerce du blé de 1967 et des Gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971.

Article 23

Ratification, acceptation, approbation

La présente convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chacun des Gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 17 juin 1971, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

Article 24

Application provisoire

Tout Gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire de la présente convention. Tout autre Gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer la présente convention ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout Gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement la présente convention et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

Article 25

Adhésion

1. Tout Gouvernement représenté à la Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971, ou le gouvernement de tout pays partie à la convention relative au commerce du blé de 1967 peut, jusqu'au 17 juin 1971 inclus, adhérer à la présente convention, étant entendu que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument à cette date.

2. Après le 17 juin 1971, tout Gouvernement invité à la Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971, pourra adhérer à la présente convention aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers des votes émis par les membres exportateurs et des deux tiers des votes émis par les membres importateurs.

3. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

4. Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la présente convention, des membres nommés aux annexes *A* ou *B*, tout membre dont le Gouvernement a adhéré à la présente convention dans les conditions prescrites par le Conseil conformément au présent article sera réputé nommé dans l'annexe appropriée.

Article 26

Entrée en vigueur

1. La présente convention entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, dans les conditions suivantes:

a) le 18 juin 1971 pour toutes les dispositions autres que les articles 3 à 9 compris et 21, et

b) le 1er juillet 1971 pour les articles 3 à 9 compris et 21,

pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou des déclarations d'application provisoire aient été déposés au plus tard le 17 juin 1971 au nom de Gouvernements représentant des membres exportateurs qui détiennent au moins soixante pour cent des voix dénombrées dans l'annexe *A* et représentant des membres importateurs qui détiennent au moins cinquante pour cent des voix dénombrées dans l'annexe *B*.

2. La présente convention entre en vigueur, pour tout Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après le 18 juin 1971 conformément aux dispositions pertinentes de la présente convention, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties de ladite convention n'entrera en vigueur pour ce Gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres Gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.

3. Si la présente convention n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire pourront décider d'un commun accord qu'elle entrera en vigueur entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 27

Durée, amendement et retrait

1. La présente convention restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1974 inclus. Toutefois, si un nouvel accord relatif au blé est négocié ainsi qu'il est envisagé à l'article 21 et si un tel accord entre en vigueur avant le 30 juin 1974, la présente convention ne demeurera en vigueur que jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord.

2. Le Conseil peut recommander aux membres un amendement à la présente convention.

3. Le Conseil peut fixer le délai dans lequel tout membre notifie au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique son acceptation ou son rejet de l'amendement. L'amendement prend effet dès son acceptation par les membres exportateurs détenant les deux tiers des voix des membres exportateurs et par les membres importateurs détenant les deux tiers des voix des membres importateurs.

4. Tout membre qui n'a pas notifié au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique son acceptation d'un amendement à la date à laquelle celui-ci prend effet peut, après avoir donné par écrit au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique l'avis de retrait que le Conseil peut exiger dans chaque cas, se retirer de la présente convention à la fin de l'année agricole en cours, mais il n'est de ce fait relevé d'aucune des obligations résultant de la présente convention et non exécutées avant la fin de ladite année agricole. Tout Pays qui se retire ainsi n'est pas lié par les dispositions de l'amendement qui a provoqué son retrait. Si un membre prouve au Conseil, lors de la première réunion que celui-ci tient après la date d'entrée en vigueur de l'amendement, qu'il lui était impossible d'accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés d'ordre constitutionnel ou institutionnel et déclare son intention d'appliquer l'amendement à titre provisoire en attendant l'acceptation de cet amendement, le Conseil peut décider de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées.

5. Toute membre qui considère que ses intérêts sont gravement atteints du fait du fonctionnement de la présente convention peut saisir le Conseil, qui étudie la question dans les trente jours. Si le membre intéressé estime que, malgré l'intervention du Conseil, ses intérêts continuent d'être gravement atteints, il peut se retirer de la présente convention à la fin de toute année agricole en notifiant son retrait par écrit au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique quatre-vingt-dix jours au moins avant la fin de ladite année agricole, mais il n'est de ce fait relevé d'aucune des obligations résultant de la présente convention et non exécutées avant la fin de ladite année agricole.

6. Tout membre qui devient Etat membre de la Communauté pendant la période d'application de la présente convention doit en informer le Conseil, qui examine la question dans les trente jours afin de négocier, en accord avec le membre intéressé et la Communauté, l'ajustement qu'il convient d'apporter à leurs droits et obligations respectifs découlant de la présente convention. Le Conseil est habilité, en pareilles circonstances, à recommander un amendement conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

Article 28

Application territoriale

1. Tout Gouvernement peut, au moment où il signe ou ratifie, accepte, approuve, applique provisoirement la présente convention ou y adhère, déclarer que ses droits et ses obligations en vertu de la présente convention ne s'appliquent pas à un ou à plusieurs des territoires dont il assure les relations internationales.

2. A l'exception des territoires au sujet desquels une déclaration a été faite conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les droits et les obligations que tout Gouvernement assume en vertu de la présente convention s'appliquent à tous les territoires dont ce Gouvernement assure les relations internationales.

3. Tout membre peut, à tout moment après sa ratification, son acceptation, son approbation ou son application provisoire de la présente convention ou son adhésion, déclarer par notification adressé au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique que les droits et les obligations qu'il a assumés aux termes de la présente convention s'appliquent à un ou à plusieurs des territoires au sujet desquels il a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

4. Tout membre peut, par notification adressée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, retirer de la présente convention un ou plusieurs des territoires dont il assure les relations internationales.

5. Lorsqu'un territoire auquel la présente convention est applicable en vertu des paragraphes 2 et 3 du présent article devient par la suite indépendant, le Gouvernement de ce territoire peut, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent son accession à l'indépendance, déclarer par notification au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qu'il a assumé les droits et obligations d'une partie à la présente convention. Il devient partie à la présente convention à compter de la date de cette notification.

6. Aux fins de la redistribution des voix conformément à l'article 12, toute modification apportée à l'application de la présente convention en vertu du présent article est considérée comme une modification apportée à la participation à la présente convention pour autant que les circonstances le requièrent.

Article 29

Notification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application provisoire de la présente convention et toute adhésion,

ainsi que toute notification et tout préavis recus conformement aux dispositions de l'article 27 et toutes déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28.

Article 30

Copie certifiée conforme de la convention

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive de la présente convention, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme de ladite convention, en langues anglaise, espagnole, française et russe au Sécretaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement à la présente convention sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 31

Rapports entre le préambule et la convention

La présente convention comprend le Préambule de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement, ont signé la présente convention à la date qui figure en regard de leur signature.

Les textes de la présente convention en langues anglaise, espagnole, francaise et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Gouvernement signataire ou adhérent, ainsi qu'au secrétaire exécutif du Conseil.

Pour l'Argentine (3-5-1971):
Pedro E. REAL

Pour l'Australie (29-4-1971):
J. PLIMSOLL

Pour l'Autriche (28-4-1971):
GRUBER

Pour la Belgique (3-5-1971):
Walter LORIDAN

Pour la Bolivie (3-5-1971):
A. S. DE LOZADA

Pour le Canada (3-5-1971):
M. CADIEUX

Pour la République de Chine (27-4-1971):
Martin WONG

Pour Cuba (27-4-1971):
D. ROHAL-ILKIV

Pour le Danemark (3-5-1971):
Hans J. CHRISTENSEN

Pour l'Equateur (5-3-1971):
C. MANTILLA-O

Pour la Communauté économique européenne (3-5-1971):
L. G. RABOT

Pour la France (3-5-1971):
Charles LUCET

Pour la République fédérale d'Allemagne (3-5-1971)
Rolf PAULS

Pour l'Inde (3-5-1971):
L. K. JHA

Pour l'Israël (28-4-1971):
M. MEIRAV

Pour l'Italie (3-5-1971):
Egidio ORTONA

Pour le Japon (30-4-1971):
N. USHIBA

Pour la République de Corée (3-5-1971):
Dongjo KIM

Pour le Luxembourg (3-5-1971):
Jean WAGNER

Pour les Pays-Bas (3-5-1971):
R. B. VAN LYNDEN

Pour la Norvège (3-5-1971):
Arne GUNNENG

Pour le Pakistan (30-4-1971):
A. HILALY

Pour le Panama (3-5-1971):
J. A. DE LA OSSA

Pour le Pérou (3-5-1971):
F. BERCKEMEYRE

Pour le Portugal (30-4-1971):
Vasco VIEIRA GARIN

Pour l'Arabie saoudite (27-4-1971):
(firma illeggibile)

Pour l'Espagne (3-5-1971):
ARGUELLES

Pour la Suède (3-5-1971):
Hubert DE BESCHE

Pour la Suisse (3-5-1971):
F. SCHNYDER

Pour la République arabe syrienne (1-5-1971):
R. JOUEJATI

Pour la Tunisie (30-4-1971):
Sel GOULLI

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord (26-4-1971):
CROMER

Pour les Etats-Unis d'Amérique (14-4-1971):
Clifford M. HARDIN

Pour l'Etat de la cité du Vatican (30-4-1971):
Luigi RAIMONDI

ANNEXE *A*

Voix des membres exportateurs

Argentine	100
Australie	100
Bulgarie	5
Canada	280
Communauté économique européenne	100
Espagne	5
Etats-Unis d'Amérique	280
Grèce	5
Kenya	5
Mexique	5
Suède	10
Union des républiques socialistes soviétiques	100
Uruguay	5
	1.000

ANNEXE *B*

Voix des membres importateurs

Afrique du Sud	10
Algérie	14
Arabie saoudite	10
Autriche	1
Barbade	1
Bolivie	5
Brésil	71
Ceylan	17
Chine	19
Colombie	8
Communauté économique européenne	152
Costa Rica	3
Cuba	2
Danemark	1
El Salvador	2
Equateur	3
Finlande	2
Guatemala	3
Inde	34
Indonésie	7
Iran	2
Irlande	7
Israël	5
Japon	178
Koweit	3
Liban	9
Libye	5
Malte	2
Maroc	10
Maurice	2
Nigéria	7
Norvège	14
Pakistan	16
Panama	2

Royaume des Pays-Bas (1)	1
Pérou	25
Portugal	18
République arabe unie	65
République de Corée	16
République dominicaine	1
Royaume-Uni	183
Suisse	16
Syrie	5
Trinité-et-Tobago	4
Tunisie	5
Turquie	4
Vatican (Cité du)	1
Venezuela	29
	1.000

(1) En ce qui concerne les intérêts des Antilles néerlandaises et du Surinam.

CONVENTION RELATIVE À L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

Article I

Objet

La présente convention a pour objet de mettre en oeuvre un programme d'aide alimentaire au bénéfice des Pays en voie de développement, grâce aux contributions recueillies.

Article II

Aide alimentaire internationale

1. Les Pays parties à la présente convention sont convenus de fournir, à titre d'aide alimentaire aux Pays en voie de développement, du blé, des cereales secondaires ou leurs produits dérivés, propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces, pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-apres.

2. La contribution annuelle minimale de chaque Pays partie à la présente convention est fixée comme suit:

	Tonnes métriques
Argentine	23.000
Australie	225.000
Canada	495.000
Communauté économique européenne	1.035.000
Etats-Unis d'Amérique	1.890.000
Finlande	14.000
Japon	225.000
Suède	35.000
Suisse	32.000

3. Aux fins de l'application de la présente convention, tout Pays qui aura signé ladite convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article VI ou qui y aura adhére conformément aux dispositions du paragraphe 2 ou 3 de l'article VIII sera réputé énuméré au paragraphe 2 de l'article II, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article VI ou de l'article VIII.

4. La contribution en espèces d'un Pays dont la contribution au programme s'effectuera, en totalité ou en partie, en espèces, sera calculée en évaluant la quantité de céréales fixée pour ce Pays (ou la partie de cette quantité de céréales qui ne sera pas fournie en nature) sur la base de 1,73 dollar des Etats-Unis le boisseau.

5. L'aide alimentaire sous forme de céréales sera fournie selon les modalités suivantes:

a) ventes contre monnaie du Pays importateur, ni transférable ni convertible en devises ou en marchandises et services destinés à être utilisés par le Pays membre (1),

b) dons de céréales ou dons en espèces à employer à l'achat de céréales au profit du Pays importateur, ou

c) ventes à crédit, le paiement devant être effectué par annuités raisonnables, échelonnées sur vingt ans ou plus et moyennant un intérêt d'un taux inférieur aux taux commerciaux en vigueur sur les marchés mondiaux (2), étant entendu que l'aide alimentaire sous forme de céréales sera fournie dans toute la mesure du possible selon les modalités indiquées aux alinéas *a*) et *b*) ci-dessus.

6. Les achats de céréales seront effectués dans les Pays participants.

7. Dans l'utilisation des dons en espèces, on s'attachera spécialement à faciliter les exportations de céréales des Pays en voie de développement participants. A cet effet, il sera établi une priorité afin que 35% au moins de la contribution en espèces pour l'achat de céréales en vue de l'aide alimentaire ou la partie de cette contribution qui sera nécessaire pour acheter 200.000 tonnes métriques de céréales soient consacrés à l'achat de céréales produits dans les Pays en voie de développement participants.

8. Le Pays donateurs fourniront leurs contributions en céréales sous forme de positions à terme, f.o.b.

9. Les Pays parties à la présente convention pourront, en ce qui concerne leur contribution au programme d'aide alimentaire, spécifier un ou plusieurs Pays bénéficiares.

10. Les Pays parties à la présente convention pourront fournir leur contribution par l'intermédiaire d'une organisation internationale ou bilatéralement. Toute-

(1) Dans des circonstances exceptionnelles, il pourra être accordé une dispense allant jusqu'à 10 %.

(2) L'accord relatif aux ventes à crédit peut prévoir le paiement d'une fraction allant jusqu'à 15 % du capital à la livraison de la marchandise.

fois, conformément à la recommandation formulée au paragraphe 3 de la résolution 2682 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ils prendront pleinement en considération les avantages qu'il y aurait à acheminer une plus forte proportion de l'aide alimentaire par des circuits multilatéraux et ils s'attacheront particulièrement à recourir au Programme alimentaire mondial.

Article III

Comité de l'aide alimentaire

1. Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera composé des Pays énumérés au paragraphe 2 de l'article II de la présente convention et des autres pays qui deviendront parties à ladite convention. Le Comité désignera un président et un vice-président.

2. Le Comité pourra, lorsque la situation le justifiera, inviter les représentants du secrétariat d'autres organisations internationales dont seuls peuvent faire partie les Gouvernements qui sont également membres de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées à participer à ses travaux en qualité d'observateurs.

3. Le Comité:

a) recevra régulièrement des Pays membres des rapports sur le montant, la composition, les modalités de distribution et les conditions des contributions à l'aide alimentaire qu'ils fournissent en vertu de la présente convention;

b) examinera en permanence les achats de céréales financés au moyen de contributions en espèces, en tenant particulièrement compte de l'obligation qui figure au paragraphe 7 de l'article II et qui concerne les achats de céréales effectués dans les Pays en voie de développement participants.

4. Le Comité:

a) examinera la manière dont les obligations souscrites au titre du programme d'aide alimentaire ont été remplies;

b) procédera à un échange régulier de renseignements sur le fonctionnement des dispositions relatives à l'aide alimentaire prises en vertu de la présente convention et, notamment lorsque les renseignements correspondants seront disponibles, sur ses effets sur la production alimentaire des Pays bénéficiaries.
Le Comité fera rapport, en cas de besoin.

5. Aux fins du paragraphe 4 du présent article, le Comité peut recevoir des renseignements des Pays bénéficiaires et consulter ces Pays.

Article IV

Dispositions administratives

Le Comité de l'aide alimentaire institué conformément aux dispositions de l'article III a recours aux services du secrétariat du Conseil international du blé pour l'exécution des tâches administratives qu'il peut demander, notamment la production et la distribution de la documentation et des rapports.

Article V

Manquements aux engagements et différends

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention ou d'un manquement aux obligations contractées en vertu de ladite convention, le Comité de l'aide alimentaire se réunit pour décider des mesures à prendre.

Article VI

Signature

1. La présente convention sera ouverte, à Washington, du 29 mars 1971 au 3 mai 1971 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, ainsi qu'à celle de la Communauté économique européenne et de ses Etats membres, sous réserve qu'ils signent aussi bien la présente convention que la convention sur le commerce du blé de 1971.

2. La présente convention sera également ouverte, dans les mêmes conditions, à la signature des Pays signataires de la convention relative à l'aide alimentaire de 1967 qui ne sont pas énumérés au paragraphe 1 du présent article, pourvu que leur contribution soit au moins égale à celle qu'ils avaient souscrite dans la convention relative à l'aide alimentaire de 1967.

Article VII

Ratification, acceptation ou approbation

La présente convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte ou approuve également la convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 17 juin 1971, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

Article VIII

Adhésion

1. La présente convention est ouverte à l'adhésion de la Communauté économique européenne et de ses Etats membres et de tout autre Gouvernement visé à l'article VI, sous réserve que chacun d'eux adhère également à la convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas des Gouvernements visés au paragraphe 2 de l'article VI, que leur contribution soit au moins égale à celle qu'ils avaient souscrite dans la convention relative à l'aide alimentaire de 1967. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le

17 juin 1971, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2. Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion à la présente convention, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées aux conditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées.

3. Si un tel Gouvernement qui n'est pas visé à l'article VI sollicite son adhésion à la présente convention entre la clôture de la période fixée pour la signature et l'entrée en vigueur de cette convention, les signataires de ladite convention peuvent approuver l'adhésion aux conditions qu'ils jugeront appropriées. Une telle approbation et de telles conditions auront la même valeur, en vertu de la présente convention, que si ces décisions avaient été prises par le Comité de l'aide alimentaire après l'entrée en vigueur de la présente convention.

4. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Article IX

Application provisoire

La Communauté économique européenne et ses Etats membres, ainsi que tout autre Gouvernement d'un Pays visé à l'article VI, peuvent déposer auprés du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire de la présente convention, sous réserve qu'ils déposent aussi une déclaration d'application provisoire de la convention sur le commerce du blé de 1971. Tout autre Gouvernement dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. La Communauté économique européenne et ses Etats membres, ainsi que tout gouvernement déposant une telle déclaration, appliquent provisoirement la présente convention et sont considérés provisoirement comme y étant parties.

Article X

Entrée en vigueur

1. La présente convention entre en vigueur pour la Communauté économique europeenne et ses Etats membres, ainsi que pour les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, dans les conditions suivantes:

a) le 18 juin 1971 pour toutes les dispositions autres que l'article II;

b) le 1er juillet 1971 pour l'article II;

sous réserve que la Communauté economique europeenne et ses Etats membres, ainsi que tous les autres Gouvernements nommés au paragraphe 1 de l'article VI aient déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 17 juin 1971 et que la convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. La présente convention entre en vigueur, pour tout autre Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur de la convention, à la date dudit dépôt.

2. Si la présente convention n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements qui, au 18 juin 1971, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'elle entrera en vigueur entre les Gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion à condition que la convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

Article XI

Durée

La présente convention restera en vigueur pour une période de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'article II de ladite convention.

Article XII

Notification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire de la présente convention et toute adhésion à ladite convention.

Article XIII

Copie certifiée conforme de la convention

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive de la présente convention, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme de ladite convention en langue anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement à la présente convention sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article XIV

Rapports entre le préambule et la convention

La présente convention comprend le préambule de l'accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou leur autorités respectifs, ont signé la présente convention aux dates figurant en regard de leur signature.

Les textes de la présente convention en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties signataires et adhérentes.

Pour l'Argentine (3-5-1971):
Pedro E. REAL

Pour l'Australie (29-4-1971):
J. PLIMSOLL

Pour la Belgique (3-5-1971):
Walter LORIDAN

Pour le Canada (3-5-1971):
M. CADIEUX

Pour la Communauté économique européenne (3-5-1971):
L. G. RABOT

Pour la France (3-5-1971):
Charles LUCET

Pour la République fédérale d'Allemagne (3-5-1971):
Rolf PAULS

Pour l'Italie (3-5-1971):
Egidio ORTONA

Pour le Japon (30-4-1971):
N. USHIBA

Pour le Luxembourg (3-5-1971):
Jean WAGNER

Pour les Pays-Bas (3-5-1971):
R. B. VAN LYNDEN

Pour la Suède (3-5-1971):
Hubert DE BESCHE

Pour la Suisse (3-5-1971):
F. SCHNYDER

Pour les Etats-Unis d'Amérique (14-4-1971):
Clifford M. HARDIN

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nelle convenzioni.

ACCORDO INTERNAZIONALE SUL GRANO DEL 1971

PREAMBOLO

La Conferenza delle Nazioni Unite sul grano, 1971,

Considerando che l'accordo internazionale sul grano del 1949 è stato riveduto, rinnovato o prorogato nel 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966 e 1967,

Considerando che le disposizioni dell'accordo internazionale sui cereali del 1967, composto e della convenzione relativa al commercio del grano e della convenzione relativa all'assistenza alimentare, scadono il 30 giugno 1971 e che è auspicabile concludere un accordo per un nuovo periodo di tempo,

Ha convenuto che il presente accordo internazionale sul grano del 1971 sia formato da due strumenti giuridici distinti:

a) la convenzione sul commercio del grano del 1971;

b) la convenzione relativa all'assistenza alimentare del 1971;

e che tanto la convenzione sul commercio del grano del 1971 quanto la convenzione relativa all'assistenza alimentare del 1971, a seconda di quanto sarà convenuto, saranno sottoposte, in conformità delle loro procedure costituzionali, alla firma, alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione dei Governi rappresentati alla Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio del grano del 1971, nonchè dei Governi degli Stati parti della convenzione relativa al commercio del grano dell'accordo internazionale sui cereali del 1967.

CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

Prima parte — NORME GENERALI

Articolo 1
Scopi

La presente convenzione ha lo scopo:

a) di favorire la cooperazione internazionale per quanto attiene ai problemi che sono posti dal grano nel mondo, tenuto conto del rapporto che esiste fra il commercio del grano e la stabilità economica dei mercati di altri prodotti agricoli;

b) di favorire lo sviluppo del commercio internazionale del grano e della farina di grano, di assicurare che tale commercio si effettui il più liberamente possibile nell'interesse sia dei membri esportatori che dei membri importatori e di contribuire in tal modo allo sviluppo dei Paesi la cui economia dipende dalla vendita commerciale del grano;

c) di contribuire, in quanto sia possibile, alla stabilità del mercato internazionale del grano nell'interesse sia dei membri esportatori che dei membri importatori, e

d) di fornire, in base all'articolo 21 della presente convenzione, un quadro per la negoziazione di disposizioni relative al prezzo del grano, nonchè ai diritti e ai doveri dei membri nei riguardi del commercio internazionale del grano.

Articolo 2
Definizioni

Ai fini della presente convenzione:

1. *a*) « Consiglio » indica il Consiglio internazionale del grano costituito in base all'accordo internazionale sul grano del 1949 e rimasto in vita in base all'articolo 10;

b) « Membro » indica una Parte della presente convenzione o un territorio o gruppo di territori per i quali è stata fatta la notifica prevista dal paragrafo 3 dell'articolo 28;

c) « Membro esportatore » indica un membro di cui all'allegato *A*;

d) « Membro importatore » indica un membro di cui all'allegato *B*;

e) « Territorio », quando tale termine si riferisce a un membro esportatore o ad un membro importatore, indica ogni territorio al quale si applichino, in base all'articolo 28, i diritti e gli obblighi che il Governo di tale membro ha assunto ai sensi della presente convenzione;

f) « Comitato esecutivo » indica il Comitato, costituito in base all'articolo 15;

g) « Sottocomitato consultivo per la situazione del mercato » indica il Sottocomitato costituito in base all'articolo 16;

h) « Cereali » comprende grano, segale, orzo, avena, granturco e sorgo;

i) « Grano » indica il frumento in grani di qualsiasi natura, categoria, tipo, « grado » o qualità e, tranne nei casi in cui il contesto imponga una designazione diversa, la farina di grano;

j) « Annata agricola » indica il periodo dal 1° luglio al 30 giugno;

k) « Boisseau (o staio) » indica, nel caso del grano, 60 libbre *avoirdupois* ovvero 27, 2155 chilogrammi;

l) « Tonnellata metrica » o 1000 chilogrammi indica, nel caso del grano, 36.7431 *boisseaux* (stai);

m) i) « Acquisto » indica, a seconda del contesto, l'acquisto, ai fini dell'importazione, di grano esportato o destinato ad essere esportato da un membro esportatore, o da un paese diverso da un membro esportatore, a seconda del caso, o la quantità di tale grano così acquistata;

ii) « Vendita » indica, a seconda del contesto, la vendita, ai fini dell'esportazione, del grano importato o destinato ad essere importato da un membro im-

portatore, o da un Paese diverso da un membro importatore, a seconda del caso, o la quantità di detto grano così venduto;

m) quando si tratta di un acquisto o di una vendita è inteso, nella presente convenzione, che tale termine indica non solo gli acquisti o le vendite conclusi fra i Governi interessati, ma anche gli acquisti o le vendite conclusi tra negozianti privati o di acquisti o di vendite conclusi tra un negoziante privato ed il Governo interessato. In questa definizione, il termine « Governo » indica il Governo di ogni territorio al quale si applichino, in base all'articolo 28, i diritti e gli obblighi che ogni Governo assume nel ratificare, nell'accettare o nell'approvare la presente convenzione o aderendovi;

n) S'intende che, nella presente convenzione, ogni menzione relativa ad un « Governo rappresentato alla Conferenza delle Nazioni Unite sul grano del 1971 » vale anche per la Comunità economica europea, qui appresso indicata come « la Comunità ». Di conseguenza, nella presente convenzione, ogni menzione di « firma » o di « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un Governo, nel caso delle Comunità, è inteso che valga anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria a nome della Comunità da parte della sua autorità competente nonchè per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

2. Il calcolo dell'equivalente in grano viene eseguito in base al tasso di resa che è indicato nel contratto tra il compratore e il venditore. Se tale tasso di resa non è indicato, settantadue unità in peso di farina di grano sono considerate, ai fini di tale calcolo, come equivalenti a cento unità in peso di frumento in chicco, salvo decisione contraria del Consiglio.

Articolo 3

Acquisti commerciali e transazioni speciali

1. « Acquisto commerciale » indica, ai fini della presente convenzione, ogni acquisto effettuato in base alla definizione di cui all'articolo 2 e sulla base degli usi commerciali comuni del commercio internazionale, salvo le transazioni previste al paragrafo 2 del presente articolo.

2. « Transazione speciale » indica, ai fini della presente convenzione, una transazione che contenga degli elementi, introdotti dal Governo di un membro interessato, che non siano conformi agli usi commerciali abituali. Le transazioni speciali comprendono:

a) le vendite a credito nelle quali, per un intervento governativo, il tasso di interesse, la dilazione nel pagamento o altre delle condizioni connesse non siano conformi ai tassi, alle dilazioni o alle condizioni abitualmente praticate in quel commercio nel mercato mondiale;

b) le vendite per le quali i fondi necessari per la operazione siano ottenuti dal Governo del membro esportatore sotto forma di prestito legato all'acquisto del grano;

c) le vendite in divise del membro importatore, che non siano trasferibili nè convertibili in divise o in merci destinate ad essere utilizzate nel Paese del membro esportatore;

d) le vendite eseguite in base ad accordi commerciali con speciali accordi di pagamento che prevedano conti di compensazione che servano a regolare bilateralmente i saldi creditori con scambio di merci, a meno che il membro esportatore e il membro importatore interessati accettino che la vendita sia considerata come avente carattere commerciale;

e) le operazioni di permuta:

i) che risultano dall'intervento di Governi e nelle quali il grano è scambiato a prezzi diversi da quelli praticati sul mercato mondiale, o

ii) che sono eseguite in base ad un programma governativo di acquisti, a meno che l'acquisto del grano risulti da una operazione di permuta nella quale il Paese di ultima destinazione del grano non sia indicato nel contratto iniziale di permuta;

f) un dono di grano o un acquisto di grano a mezzo di un aiuto finanziario accordato particolarmente a tale scopo dal membro esportatore;

g) ogni altra categoria di transazioni che il Consiglio possa specificare e che contenga elementi, introdotti dal Governo di un membro interessato, che non siano conformi agli usi commerciali abituali.

3. Qualsiasi quesito posto dal Segretario esecutivo o da un membro esportatore o da un membro importatore al fine di stabilire se per una data transazione si tratti di un acquisto commerciale ai sensi del paragrafo 1 o di una transazione speciale ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo è risolta dal Consiglio.

Articolo 4

Registrazione e notifica

1. Il Consiglio registra separatamente, per ogni annata agricola:

a) ai fini dell'applicazione della presente convenzione, tutti gli acquisti commerciali eseguiti da membri presso altri membri e non membri a condizioni tali da farne delle transazioni speciali, e

b) tutte le vendite commerciali eseguite da membri a non membri e tutte le esportazioni di membri a destinazione di non membri a condizioni tali da farne delle transazioni speciali.

2. I registri di cui al paragrafo precedente sono tenuti in modo che la registrazione delle transazioni speciali sia distinta dalla registrazione delle transazioni commerciali.

3. Per facilitare il lavoro del Sottocomitato consultivo per la situazione del mercato previsto all'articolo 16, il Consiglio registra i prezzi del mercato internazionale del grano e della farina nonchè le spese di trasporto.

4. Ove si tratti di grano che giunga al Paese di ultima destinazione dopo rivendita, passaggio o trasbordo portuale in un Paese diverso da quello da cui il grano ha origine, i membri forniscono, nella misura del possibile, le informazioni necessarie per registrare l'acquisto o la transazione di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo quali acquisti o transazioni tra il Paese d'origine e il Paese di ultima destinazione. In caso di rivendita, le disposizioni del presente paragrafo sono applicabili solo se il grano è partito dal Paese d'origine durante l'annata agricola in questione.

5. Il Consiglio può autorizzare la registrazione di acquisti per un'annata agricola:

a) se il periodo di carico considerato è compreso in un lasso di tempo ragionevole, non superiore ad un mese, che sarà fissato dal Consiglio, prima dell'inizio o dopo la fine dell'annata agricola, e

b) se i due membri interessati sono d'accordo.

6. Ai fini del presente articolo,

a) i membri indirizzano al Segretario esecutivo tutte le informazioni relative alle quantità di grano che sono state oggetto di vendite ed acquisti commerciali e di transazioni speciali, di cui il Consiglio, in funzione delle proprie competenze, potrebbe aver bisogno, compresi:

i) per quanto concerne le transazioni speciali, i dettagli di tali transazioni, che permettano di classificarle secondo le categorie definite all'articolo 3;

ii) per quanto riguarda il grano, i dettagli disponibili relativi al tipo, alla categoria, al « grado » e alla qualità, nonchè alle quantità di cui si tratta;

iii) per quanto riguarda la farina, le indicazioni disponibili che permettano di identificare la qualità della farina e le quantità di ogni qualità;

b) i membri, che esportano con regolarità, e gli altri membri per i quali il Consiglio avrà così deciso, sono tenuti ad inviare al Segretario esecutivo tutte le informazioni relative ai prezzi delle transazioni speciali concernenti qualsiasi natura, categoria, tipo, « grado » o qualità di grano e di farina di grano, di cui il Consiglio potrebbe aver bisogno;

c) il Consiglio riceve regolarmente delle informazioni sui costi dei trasporti in vigore, e i membri sono tenuti, nella misura del possibile, a comunicare al Consiglio tutte le informazioni complementari di cui potrebbe aver bisogno.

7. Il Consiglio emana un regolamento a proposito delle notifiche e dei registri di cui al presente articolo. Detto regolamento determina la frequenza e le modalità in base alle quali tali notifiche devono essere fatte e definisce a tale riguardo gli obblighi dei membri. Il Consiglio fissa anche la procedura di modifica dei registri e degli estratti di cui assicura la tenuta, nonchè i sistemi di composizione di ogni controversia che possa sorgere a tale riguardo. Quando uno qualsiasi dei membri non ottemperi, ripetutamente e senza giustificazione, agli impegni di notifica dei contratti in base al presente articolo, il Comitato esecutivo inizia delle consultazioni con il membro stesso allo scopo di porre rimedio alla situazione.

Articolo 5

Valutazione dei fabbisogni e delle disponibilità di grano

1. Il 1° ottobre, per i Paesi dell'emisfero nord, ed il 1° febbraio, per i Paesi dell'emisfero sud, ogni membro importatore notifica al Consiglio le valutazioni dei fabbisogni di importazione commerciale di grano durante l'annata agricola. Ogni membro importatore può notificare in seguito al Consiglio tutte le modifiche che desideri apportare alle proprie valutazioni.

2. Il 1° ottobre, per i Paesi dell'emisfero occidentale, e il 1° febbraio, per i Paesi dell'emisfero meridionale, ogni membro esportatore notifica al Consiglio le proprie valutazioni dei quantitativi di grano che potrà esportare nel corso dell'annata agricola. Ogni membro esportatore può notificare in seguito al Consiglio ogni modifica che desideri apportare alle proprie valutazioni.

3. Tutte le valutazioni notificate al Consiglio vengono utilizzate per i fini dell'amministrazione della presente convenzione e non possono essere comunicate ai membri esportatori e ai membri importatori che alle condizioni determinate dal Consiglio. Le valutazioni presentate in base al presente articolo non costituiscono in alcun modo degli impegni.

Articolo 6

Consultazioni sulla situazione del mercato

1. Se il Sottocomitato consultivo per la situazione di mercato, nel corso dell'esame continuo di mercato che effettua in base al paragrafo 2 dell'articolo 16, ritiene che si sia prodotta o sia imminente una situazione di instabilità nel mercato, o se una tale situazione viene segnalata all'attenzione del Sottocomitato consultivo dal Segretario esecutivo, di sua propria iniziativa o a richiesta di qualsiasi membro esportatore o importatore, il Sottocomitato consultivo riferisce immediatamente sui fatti in questione al Comitato esecutivo. Il Sottocomitato consultivo, nell'informare il Comitato esecutivo deve tenere debito conto delle circostanze che hanno provocato o che minacciano di provocare una situazione di instabilità nel mercato, ivi comprese le fluttuazioni dei prezzi. Il Comitato esecutivo si riunisce entro cinque giorni lavorativi per analizzare la situazione e per esaminare se sia possibile giungere a soluzioni reciprocamente accettabili.

2. Il Comitato esecutivo, ove lo ritenga opportuno, informa il Presidente del Consiglio che può indire una sessione del Consiglio per fare il punto della situazione.

Articolo 7

Controversie e denuncie

1. Ogni controversia relativa alla interpretazione o all'applicazione della presente convenzione che non abbia potuto essere composta per via di negoziati è, a richiesta di qualsiasi membro che ne sia parte, sottoposta al Consiglio perchè decida in merito.

2. Ogni membro che ritenga che i propri interessi, in quanto parte della presente convenzione, siano gravemente compromessi dal fatto che uno o più membri abbiano adottato delle misure di natura tale da compromettere il funzionamento della presente convenzione, può rivolgersi al Consiglio. Il Consiglio consulta immediatamente i membri interessati al fine di sistemare la questione. Se la questione non viene sistemata mediante tali consultazioni, il Consiglio si interessa a fondo della questione e può fare delle raccomandazioni ai membri interessati.

Articolo 8

Esame annuale della situazione del grano nel mondo

1. *a*) Perseguendo gli obiettivi della presente convenzione, quali sono definiti all'articolo 1, il Consiglio studia ogni anno la situazione del grano nel mondo ed informa i membri delle ripercussioni che i fatti appurati a seguito di tale esame esercitano nel commercio mondiale del grano, affinchè i Governi di tali membri li tengano presenti quando determinano ed applicano la loro politica interna in materia agricola e di prezzi;

b) l'esame viene effettuato sulla base delle informazioni disponibili in materia di produzione nazionale, degli *stocks*, del consumo, dei prezzi e del commercio del grano, ivi comprese le transazioni commerciali e le transazioni speciali;

c) ogni membro può comunicare al Consiglio delle informazioni relative all'esame annuale della situazione del grano nel mondo che non siano ancora giunte al Consiglio, sia direttamente che per il tramite dell'Organizzazione apposita delle Nazioni Unite, ivi compresa la Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo (CNUCED) e l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO).

2. Nel procedere all'esame annuale, il Consiglio ricerca i mezzi che permettano di stimolare il consumo del grano e può intraprendere, in collaborazione con i membri, degli studi che vertano in particolare:

a) sui fattori che influenzano il consumo del grano dei diversi Paesi e

b) sui mezzi che permettano di stimolare il consumo, in particolare nei Paesi ove si constati la possibilità di aumentarlo.

3. Ai fini del presente articolo, il Consiglio tiene conto dei lavori concernenti i cereali, eseguiti dalla CNUCED e dalla FAO, nonché dalle altre organizzazioni intergovernative, al fine di evitare i doppioni; esso può, senza pregiudizio alla portata del paragrafo 1 dell'articolo 20, concludere gli accordi che ritiene opportuni in vista di una collaborazione per una qualsiasi delle proprie attività con tali organizzazioni intergovernative, nonchè con i Governi di Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle istituzioni specializzate, che non siano parti della presente convenzione, che abbiano un sostanziale interesse al commercio internazionale dei cereali.

4. Il presente articolo non pregiudica in alcun modo la completa libertà di azione di cui gode ogni membro nell'elaborazione e nell'applicazione della propria politica interna in materia agricola e di prezzi.

Articolo 9

Direttive concernenti le transazioni a condizioni di favore

1. I membri si impegnano ad eseguire tutte le transazioni a condizioni di favore relative al grano in maniera tale da evitare ogni pregiudizio alla normale struttura della produzione e del commercio internazionale.

2. A tal fine, i membri adotteranno le misure del caso per far sì che le transazioni a condizioni di favore vengano ad aggiungersi alle vendite commerciali che sarebbero ragionevolmente prevedibili in mancanza di tali transazioni. Tali misure dovranno essere conformi ai principi e alle direttive che sono raccomandate in materia di smercio delle eccedenze da parte della FAO e potranno disporre che un determinato livello di importazioni commerciali di grano, convenuto con il Paese beneficiario, venga mantenuto su base globale da tale Paese. Nel formulare e nel rettificare tale livello, converrà tenere debitamente conto del volume delle importazioni commerciali nel corso di un periodo rappresentativo, nonchè della situazione economica del Paese beneficiario, in particolare della situazione della sua bilancia dei pagamenti.

3. I membri che effettuino operazioni di esportazione a condizioni di favore, devono entrare in consultazione con i membri esportatori le cui vendite commerciali potrebbero essere influenzate da tali transazioni, e dovranno farlo, per quanto possibile, prima di concludere gli accordi necessari con i Paesi beneficiari.

4. Il Comitato esecutivo sottoporrà al Consiglio un rapporto annuale sui fatti nuovi in materia di transazioni di grano a condizioni di favore.

Parte seconda — AMMINISTRAZIONE

Articolo 10

Costituzione del Consiglio

1. Il Consiglio internazionale del grano, costituito in base all'accordo internazionale sul grano del 1949, continua ad esistere ai fini dell'applicazione della presente convenzione con la composizione, i poteri e le funzioni da questa previsti.

2. Ogni membro esportatore o importatore è membro votante del Consiglio e può essere rappresentato alle riunioni da un delegato, dei supplenti e dei consiglieri.

3. Ogni organizzazione intergovernativa che il Consiglio avrà deciso di invitare ad una o a più riunioni potrà delegare un rappresentante, che assisterà a tali riunioni senza diritto di voto.

4. Il Consiglio elegge un presidente e un vice-presidente che restano in carica durante un'annata agricola. Il presidente non gode del diritto di voto quando esercita le funzioni di presidente.

Articolo 11

Poteri e funzioni del Consiglio

1. Il Consiglio fissa il proprio regolamento interno.

2. Il Consiglio tiene i registri previsti dalle disposizioni della presente convenzione e può tenere tutti gli altri registri che ritenga opportuni.

3. Il Consiglio pubblica un rapporto annuale. Esso può anche pubblicare ogni altra informazione (ed in particolare, interamente o in parte, il suo studio annuo od un riassunto di tale studio) su questioni derivanti dalla presente convenzione.

4. Oltre ai poteri ed alle funzioni specificati nella presente convenzione, il Consiglio gode di altri poteri ed esercita le altre funzioni necessarie per assicurare l'applicazione della presente convenzione.

5. Il Consiglio può, a maggioranza dei due terzi dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi dei voti espressi dai membri importatori, delegare ad uno qualsiasi dei suoi Comitati od al Segretario esecutivo l'esercizio di poteri e funzioni diverse dai poteri e dalle funzioni relativi al bilancio ed alla fissazione delle quote, enunciati ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 19. Il Consiglio può in ogni momento revocare tale delega di poteri a maggioranza dei voti espressi. Ogni decisione presa in base ad ogni potere o funzione delegati dal Consiglio, in conformità delle disposizioni del presente paragrafo, è sottoposta a revisione da parte del Consiglio, a richiesta di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore, entro i termini prescritti dal Consiglio. Ogni decisione a proposito della quale non venga presentata domanda di riesame entro i termini prescritti vincola tutti i membri.

6. Al fine di poter assolvere alle proprie funzioni in base alla presente convenzione, il Consiglio può chiedere le statistiche e le informazioni di cui necessita, ed i membri si impegnano a fornirgliele.

Articolo 12

Voti

1. I membri esportatori hanno a disposizione, insieme, 1.000 voti e i membri importatori hanno a disposizione, insieme, 1.000 voti.

2. Ciascuna delle delegazioni dei membri esportatori che sieda in Consiglio ha a disposizione i voti indicati nell'allegato *A*.

3. Ciascuna delle delegazioni dei membri importatori che sieda in Consiglio ha a disposizione i voti indicati all'allegato *B*.

4. Ogni membro esportatore può autorizzare un altro membro esportatore, ed ogni membro importatore può autorizzare un altro membro importatore, a rappresentare i propri interessi e ad esercitare il proprio diritto di voto nel corso di una o più riunioni del Consiglio. Una prova sufficiente di tale autorizzazione deve essere presentata al Consiglio.

5. Se, alla data della riunione del Consiglio, un membro esportatore o un membro importatore non è rappresentato da un delegato accreditato e non ha abilitato un altro membro ad esercitare il proprio diritto di voto conformemente al paragrafo 4 del presente articolo, o se, alla data della riunione un membro è decaduto dal diritto di voto, o ha perduto il proprio diritto di voto o l'ha acquistato, in base ad una disposizione della presente convenzione, l'insieme dei voti che i membri esportatori possono esprimere è adattato ad una cifra uguale a quella del totale dei voti che i membri importatori possono non esprimere a tale riunione, e viene ridistribuito tra i membri esportatori in proporzione dei voti di cui dispongono.

6. Tutte le volte che un Paese diviene parte della presente convenzione e che un membro cessa di esserlo, il Consiglio ridistribuisce i voti attribuiti sia nell'allegato *A*, sia nell'allegato *B*, a seconda del caso, proporzionalmente al numero dei voti a disposizione di ciascuno dei Paesi elencati nel suddetto allegato.

7. Ogni membro esportatore od ogni membro importatore dispone di almeno un voto; non esistono frazioni di voto.

Articolo 13

Sede, sessioni e quorum

1. La sede del Consiglio è a Londra, salvo decisione contraria del Consiglio.

2. Il Consiglio si riunisce nel corso di ogni annata agricola almeno una volta per semestre ed in ogni momento su decisione del Presidente o come richiedono le disposizioni della presente convenzione.

3. Il Presidente convoca una sessione del Consiglio se gliene viene fatta richiesta: *a*) da cinque membri, o *b*) da uno o più membri detentori in totale del dieci per cento almeno dell'insieme dei voti, o *c*) dal Comitato esecutivo.

4. Ad ogni riunione del Consiglio, la presenza di delegati che possiedano, prima di ogni adattamento del numero dei voti in base all'articolo 12, la maggioranza dei voti a disposizione dei membri esportatori e la maggioranza dei voti a disposizione dei membri importatori, è necessaria per costituire il *quorum*.

Articolo 14

Decisioni

1. Salvo disposizione contraria della presente convenzione, le decisioni del Consiglio sono prese alla maggioranza dei voti espressi dai membri esportatori e alla maggioranza dei voti espressi dai membri importatori. conteggiati separatamente.

2. Ogni membro si impegna a considerare vincolanti tutte le decisioni prese dal Consiglio in base alle disposizioni della presente convenzione.

Articolo 15

Comitato esecutivo

1. Il Consiglio elegge un Comitato esecutivo. Tale Comitato esecutivo si compone di non più di quattro membri esportatori, eletti tutti gli anni dai membri esportatori, e di non più di otto membri importatori, eletti tutti gli anni dai membri importatori. Il Consiglio nomina il Presidente del Comitato esecutivo e può nominare un vice-presidente.

2. Il Comitato esecutivo è responsabile verso il Consiglio e opera sotto la direzione generale del Consiglio. Ha i poteri e le funzioni che gli sono assegnati espressamente dalla presente convenzione e gli altri poteri e funzioni che il Consiglio può delegargli in base al paragrafo 5 dell'articolo 11.

3. I membri esportatori che siedono nel Comitato esecutivo dispongono dello stesso numero totale di voti dei membri importatori. I voti dei membri esportatori che siedono nel Comitato esecutivo sono ripartiti tra di loro nel modo che essi stessi decidono, a condizione che nessuno di tali membri esportatori detenga più del quaranta per cento del totale dei voti di tali membri esportatori. I voti dei membri importatori che siedono nel Comitato esecutivo sono ripartiti tra di loro nel modo che essi stessi decidono, a condizione che nessuno di detti membri importatori detenga più del quaranta per cento del totale dei voti di detti membri importatori.

4. Il Consiglio stabilisce le norme procedurali relative al voto in seno al Comitato esecutivo ed adotta le altre clausole che ritiene utile inserire nel regolamento interno del Comitato esecutivo. Le decisioni del Comitato esecutivo devono essere prese con la stessa maggioranza dei voti che è prevista dalla presente convenzione per il Consiglio quando questo prenota una decisione su di una questione simile.

5. Ogni membro esportatore ed ogni membro importatore che non sia membro del Comitato esecutivo può partecipare, senza diritto di voto, alla discussione di ogni questione di cui è investito il Comitato esecutivo, ogni volta che quest'ultimo ritenga che gli interessi di detto membro siano in gioco.

Articolo 16

Sottocomitato consultivo per la situazione del mercato

1. Il Comitato esecutivo elegge un Sottocomitato consultivo per la situazione del mercato, composto di rappresentanti tecnici di non più di cinque membri esportatori e di non più di cinque membri importatori. Il Presidente del Sottocomitato consultivo è nominato dal Comitato esecutivo.

2. Il Sottocomitato consultivo controlla sempre la situazione corrente del mercato e ne informa il Comitato esecutivo conformemente alle disposizioni dell'articolo 6. Il Sottocomitato consultivo, nell'esercizio delle sue funzioni, tiene conto di tutte le osservazioni che gli siano rivolte da ogni membro esportatore.

3. Ogni membro che non fa parte del Sottocomitato consultivo può partecipare alla discussione di ogni questione di cui venga investito il Sottocomitato consultivo, ogni volta che quest'ultimo ritenga che gli interessi del membro in questione siano direttamente in gioco.

4. Il Sottocomitato consultivo dà dei pareri conformemente ai pertinenti articoli della presente convenzione, nonché su tutte le altre questioni che gli possono essere trasmesse dal Consiglio o dal Comitato esecutivo, ivi comprese quelle che il Consiglio può sottoporgli ai sensi dell'articolo 21 della presente convenzione.

Articolo 17

Segretariato

1. Il Consiglio dispone di un Segretariato composto di un segretario esecutivo, che è il funzionario di grado più elevato, e del personale necessario per i lavori del Consiglio e dei suoi comitati.

2. Il Consiglio nomina il segretario esecutivo, che è responsabile dello svolgimento dei compiti spettanti al segretariato per l'amministrazione della presente convenzione e di ogni altro compito che gli venga assegnato dal Consiglio e dai suoi comitati.

3. Il personale viene nominato dal segretario esecutivo conformemente alle norme fissate dal Consiglio.

4. Al segretario esecutivo ed al personale viene imposto come condizione d'impiego l'obbligo di non avere interessi finanziari o di rinunciare ad ogni interesse finanziario nel commercio del grano, e di non sollecitare né ricevere da un Governo o da una autorità estranea al Consiglio istruzioni relative alle funzioni che esercitano ai sensi della presente convenzione.

Articolo 18

Privilegi ed immunità

1. Il Consiglio ha personalità giuridica. Esso può in particolare stipulare contratti, acquistare e cedere beni mobili e stare in giudizio.

2. Lo statuto, i privilegi e le immunità del Consiglio sul territorio del Regno Unito continuano ad essere regolati dall'accordo di sede concluso tra il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord e il Consiglio internazionale del grano, firmato a Londra il 28 novembre 1968.

3. L'accordo di cui al paragrafo 2 del presente articolo sarà indipendente dalla presente convenzione. Esso tuttavia terminerà:

a) qualora venga concluso un accordo tra il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord ed il Consiglio,

b) nel caso in cui la sede del Consiglio non sia più situata nel Regno Unito, o

c) nel caso in cui il Consiglio cessi di esistere.

4. Ove la sede del Consiglio non sia più situata nel Regno Unito, il Governo del membro ove è situata la sede del Consiglio conclude con il Consiglio un accordo internazionale relativo allo statuto, ai privilegi ed alle immunità del Consiglio, del suo segretario esecutivo, del suo personale e dei rappresentanti dei membri che parteciperanno alle riunioni indette dal Consiglio.

Articolo 19

Disposizioni finanziarie

1. Le spese delle delegazioni al Consiglio e dei rappresentanti presso suoi Comitati e Sottocomitati sono a carico dei Governi rappresentati. Le altre spese derivanti dall'applicazione della presente convenzione sono coperte con quote annuali versate dai membri importatori. Le quote per ciascuno dei membri per ogni annata agricola è fissata in proporzione al numero dei voti che esso detiene rispetto al totale dei voti detenuti dai membri esportatori e dai membri importatori all'inizio della detta annata agricola.

2. Nel corso della prima sessione che segue l'entrata in vigore della presente convenzione, il Consiglio vota il proprio bilancio per il periodo che ha termine il 30 giugno 1972 e fissa la quota di ogni membro esportatore e di ogni membro importatore.

3. Il Consiglio, nel corso di una delle sessioni che tiene nel secondo semestre di ogni annata agricola, vota il proprio bilancio per l'annata agricola seguente e fissa la quota di ogni membro esportatore e di ogni membro importatore per detta annata agricola.

4. La quota iniziale di ogni membro esportatore e di ogni membro importatore che aderisce alla presente convenzione conformemente alle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 25 viene fissata dal Consiglio in base al numero dei voti che gli saranno attribuiti ed al periodo restante dell'annata agricola; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori per l'annata agricola in corso non sono modificate.

5. Le quote sono esigibili a partire dal momento della loro determinazione. Ogni membro esportatore od ogni membro importatore che ometta di saldare l'ammontare della propria quota nell'annata seguente alla determinazione della quota stessa, perde il proprio diritto di voto sino a quando non abbia pagato la detta quota, ma non viene liberato dagli obblighi che gli sono imposti dalla presente convenzione, nè privato degli altri diritti che quest'ultima gli conferisce, salvo decisione contraria del Consiglio.

6. Il Consiglio pubblica, nel corso di ogni annata agricola, un rendiconto degli incassi e delle spese sostenute nel corso dell'annata agricola precedente.

7. Il Consiglio, prima del suo scioglimento, adotta tutte le disposizioni per la liquidazione del proprio passivo e per la destinazione del proprio attivo e dei propri archivi.

Articolo 20

Cooperazione con le altre organizzazioni intergovernative

1. Il Consiglio adotta tutte le disposizioni del caso per procedere a consultazioni o per collaborare con l'Organizzazione delle Nazioni Unite ed i suoi organi, in particolare l'UNCTAD e la FAO, nonché, ove occorra, con altri istituti specializzati delle Nazioni Unite ed organizzazioni intergovernative.

2. Il Consiglio, in considerazione del ruolo particolare che spetta all'UNCTAD nel commercio internazionale dei prodotti base, la terrà al corrente a seconda di ciò che decide, delle proprie attività e dei propri programmi di lavoro.

3. Se il Consiglio constata che una qualsiasi disposizione della presente convenzione presenta una incompatibilità di fondo con gli obblighi che l'Organizzazione delle Nazioni Unite, i suoi organi competenti e i suoi istituti specializzati possano determinare in materia di accordi intergovernativi sui prodotti base, questa incompatibilità è ritenuta suscettibile di nuocere al buon funzionamento della presente convenzione e viene allora applicata la procedura prescritta dai paragrafi 2, 3 e 4 dell'articolo 27.

Articolo 21

Prezzi e diritti e doveri relativi

Al fine di assicurare il rifornimento del grano e della farina di grano ai membri importatori, nonché gli sbocchi per il grano e per la farina di grano dei membri esportatori a prezzi equi e stabili, il Consiglio esamina in tempo utile le questioni relative ai prezzi, nonché i diritti e i doveri ad essi connessi.

Quando appaia che tali questioni siano suscettibili di negoziati fruttiferi in vista di una loro applicazione nel corso della durata della presente convenzione, il Consiglio prega il Segretario generale dell'UNCTAD di indire una conferenza di negoziati.

Articolo 22

Firma

La presente convenzione sarà aperta, a Washington, dal 29 marzo 1971 al 3 maggio 1971 incluso, alla firma dei Governi dei Paesi parti alla convenzione sul commercio del grano del 1967 e dei Governi rappresentati alla Conferenza delle Nazioni Unite sul grano, del 1971.

Articolo 23

Ratifica, accettazione, approvazione

La presente convenzione è sottoposta alla ratifica, all'accettazione e all'approvazione di ogni Governo firmatario conformemente alle proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America non oltre il 17 giugno 1971,

restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni Governo firmatario che non abbia deposto entro tale data il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 24

Applicazione provvisoria

Ogni Governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria della presente convenzione. Ogni altro Governo che soddisfi le condizioni necessarie per la firma della presente convenzione o la cui richiesta di adesione sia stata approvata dal Consiglio può deporre, presso il Governo degli Stati Uniti d'America, una dichiarazione di applicazione provvisoria.

Ogni Governo che depositi una tale dichiarazione applica la presente convenzione provvisoriamente ed è ritenuto provvisoriamente parte della convenzione stessa.

Articolo 25

Adesione

1. Ogni Governo rappresentato alla Conferenza delle Nazioni Unite sul grano, del 1971, o il Governo di ogni paese parte della convenzione sul commercio del grano del 1967 può, sino al 17 giugno 1971 incluso, aderire alla presente convenzione, restando inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni Governo che non abbia deposto il proprio strumento entro tale data.

2. Dopo il 17 giugno 1971 ogni Governo invitato alla Conferenza delle Nazioni Unite sul grano del 1971 potrà aderire alla presente convenzione alle condizioni che il Consiglio riterrà convenienti, con la maggioranza dei due terzi dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi dei voti espressi dai membri importatori.

3. L'adesione avviene mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

4. Quando viene fatta menzione, ai fini dell'applicazione della presente convenzione, di membri elencati negli allegati *A* o *B*, ogni membro il cui Governo abbia aderito alla presente convenzione alle condizioni prescritte dal Consiglio conformemente al presente articolo sarà ritenuto indicato nell'allegato relativo.

Articolo 26

Entrata in vigore

1. La presente convenzione entrerà in vigore, tra i Governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, alle seguenti condizioni:

a) il 18 giugno 1971 per tutte le disposizioni diverse da quelle contenute negli articoli da 3 a 9 compresi e 21, e

b) il 1° luglio 1971 per gli articoli da 3 a 9 compresi e 21,

purché tali strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria siano stati depositati non oltre il 17 giugno 1971 a nome di Governi rappresentanti dei membri esportatori che detengano almeno il 60 per cento dei voti di cui all'allegato *A* e rappresentanti dei membri importatori che detengano almeno il 50 per cento dei voti di cui all'allegato *B*.

2. La presente convenzione entra in vigore, per ogni Governo che depositi uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione dopo il 18 giugno 1971, conformemente alle disposizioni relative della presente convenzione, alla data del detto deposito, restando inteso che nessuna delle parti della detta convenzione entrerà in vigore per tale Governo prima che essa entri in vigore per altri Governi in base ai paragrafi 1 o 3 del presente articolo.

3. Se la presente convenzione non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i Governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o le dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno decidere di comune accordo che essa entrerà in vigore tra i Governi che avranno depositato degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 27

Durata, emendamenti e denuncia

1. La presente convenzione resterà in vigore sino al 30 giugno 1974 incluso. Tuttavia, qualora venga negoziato un nuovo accordo relativo al grano, come è previsto dall'articolo 21, e ove un tale accordo entri in vigore prima del 30 giugno 1974, la presente convenzione resterà in vigore solo sino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

2. Il Consiglio può raccomandare ai membri un emendamento della presente convenzione.

3. Il Consiglio può fissare il termine entro il quale ogni membro notifica al Governo degli Stati Uniti d'America la propria accettazione o il proprio rifiuto dell'emendamento. L'emendamento entra in vigore al momento della sua accettazione da parte dei membri esportatori che detengano i due terzi dei voti dei membri esportatori e dai membri importatori che detengano i due terzi dei voti dei membri importatori.

4. Ogni membro che non abbia notificato al Governo degli Stati Uniti d'America la propria accettazione di un emendamento alla data in cui questo entra in vigore può, dopo aver informato per iscritto il Governo degli Stati Uniti d'America della propria denuncia che il Consiglio può esigere in ogni caso, ritirarsi dalla presente convenzione alla fine dell'annata agricola in corso, ma non è a motivo di tale fatto liberato da alcuno degli obblighi risultanti dalla presente convenzione e non eseguiti prima della fine della detta annata agricola. Ogni Paese che si ritiri in tal modo non è vincolato dalle disposizioni dell'emendamento che ha provocato la

propria denuncia. Se un membro, nel corso della prima riunione del Consiglio che avviene dopo la data di entrata in vigore dell'emendamento, dimostra al Consiglio stesso che gli era impossibile di accettare l'emendamento in tempo utile a seguito di difficoltà di ordine costituzionale o istituzionale e dichiara la propria intenzione di applicare l'emendamento a titolo provvisorio in attesa di accettarlo, il Consiglio può decidere di prolungare per tale membro il termine di accettazione sino a che tali difficoltà siano state superate.

5. Ogni membro che ritenga che i propri interessi sono gravemente lesi a motivo della esecuzione della presente convenzione, può adire il Consiglio, che esaminerà la questione entro trenta giorni. Ove il membro interessato ritenga che, malgrado l'intervento del Consiglio, i propri interessi continuino ad essere gravemente danneggiati, esso può denunciare la presente convenzione al termine di ogni annata agricola notificando per iscritto la propria denuncia al Governo degli Stati Uniti d'America almeno novanta giorni prima del termine della detta annata agricola, ma non è perciò liberato da alcuno degli obblighi derivanti dalla presente convenzione e non eseguiti prima della fine di tale annata agricola.

6. Ogni membro che divenga Stato membro della Comunità durante il periodo di applicazione della presente convenzione deve informarne il Consiglio, che esamina la questione entro trenta giorni al fine di negoziare, d'accordo con il membro interessato e la Comunità, gli adattamenti che conviene apportare ai rispettivi diritti ed obblighi derivanti dalla presente convenzione. Il Consiglio è autorizzato, in tali circostanze, a raccomandare un emendamento in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo.

Articolo 28

Applicazione territoriale

1. Ogni Governo può, all'atto della firma o della ratifica dell'accettazione, dell'approvazione, dell'applicazione provvisoria della presente convenzione o della propria adesione, dichiarare che i propri obblighi, in base alla presente convenzione, non si applicano ad uno o a più territori di cui curi le relazioni internazionali.

2. Ad eccezione dei territori per i quali è stata fatta una dichiarazione in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i diritti e gli obblighi assunti da ogni Governo in base alla presente convenzione si applicano a tutti i territori di cui tale Governo curi le relazioni internazionali.

3. Ogni membro può, in ogni momento dopo la propria ratifica, accettazione, approvazione o applicazione provvisoria della presente convenzione od adesione, dichiarare mediante notifica indirizzata al Governo degli Stati Uniti d'America che i diritti e gli obblighi assunti ai sensi della presente convenzione si applicano ad uno o più dei territori per i quali ha fatto una dichiarazione in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo.

4. Ogni membro può, mediante notifica indirizzata al Governo degli Stati Uniti d'America, fare cessare l'applicazione della presente convenzione per uno o più territori di cui curi le relazioni internazionali.

5. Quando un territorio al quale si applica la presente convenzione in base ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo diviene indipendente, il Governo di tale territorio può, nei ventiquattro giorni successivi al conseguimento della propria indipendenza, dichiarare mediante notifica al Governo degli Stati Uniti d'America che egli ha assunto i diritti e gli obblighi di parte della presente convenzione. Esso diviene parte della presente convenzione a partire dalla data di tale notifica.

6. Ai fini della ridistribuzione dei voti conformemente all'articolo 12, ogni modifica apportata all'applicazione della presente convenzione in base al presente articolo è ritenuta modifica apportata alla partecipazione alla presente convenzione se le circostanze lo richiedono.

Articolo 29

Notifiche da parte del Governo depositario

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutti i Governi firmatari e aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, applicazione provvisoria della presente convenzione e ogni adesione, nonché ogni notifica ed ogni preavviso ricevuti in conformità delle disposizioni dell'articolo 27 ed ogni dichiarazione e notifica ricevute conformemente alle disposizioni dell'articolo 28.

Articolo 30

Copia certificata conforme della convenzione

Il più presto possibile, dopo la definitiva entrata in vigore della presente convenzione, il Governo depositario invierà una copia certificata conforme della detta convenzione, nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento della presente convenzione sarà del pari comunicato al Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 31

Rapporti tra il preambolo e la convenzione

La presente convenzione comprende il preambolo dell'accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dal proprio Governo, hanno firmato la presente convenzione alla data che figura a fronte della loro firma.

I testi della presente convenzione in lingua inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America che ne invierà copia certificata conforme ad ogni Governo firmatario o aderente, nonché al Segretario esecutivo del Consiglio.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO *A*

Voti dei membri esportatori

Argentina	100
Australia	100
Bulgaria	5
Canada	280
Comunità economica europea	100
Spagna	5
Stati Uniti d'America	280
Grecia	5
Kenia	5
Messico	5
Svezia	10
Unione delle repubbliche socialiste sovietiche	100
Uruguay	5
	1.000

ALLEGATO *B*

Voti dei membri importatori

Africa del Sud	10
Algeria	14
Arabia Saudita	10
Austria	1
Barbados	1
Bolivia	5
Brasile	71
Ceylon	17
Cina	19
Colombia	8
Comunità economica europea	152
Costa Rica	3
Cuba	2
Danimarca	1
El Salvador	2
Equatore	3
Finlandia	2
Guatemala	3
India	34
Indonesia	7
Iran	2
Irlanda	7
Israele	5
Giappone	178
Kuwait	3
Libano	9
Libia	5
Malta	2
Marocco	10
Maurizio	2
Nigeria	7
Norvegia	14
Pakistan	16
Panama	2
Regno dei Paesi Bassi (1)	1
Perù	25
Portogallo	18
Repubblica araba unita	65
Repubblica di Corea	16
Repubblica dominicana	1
Regno Unito	183
Svizzera	16
Siria	5
Trinidad e Tobago	4
Tunisia	5
Turchia	4
Vaticano (Città del)	1
Venezuela	29
	1.000

(1) Per quanto concerne gli interessi delle Antille olandesi e del Surinam.

CONVENZIONE SULL'ASSISTENZA ALIMENTARE DEL 1971

Articolo I

Oggetto

La presente convenzione ha per oggetto l'attuazione di un programma di assistenza alimentare a beneficio dei Paesi in via di sviluppo, grazie ai contributi raccolti.

Articolo II

Assistenza alimentare internazionale

1. I Paesi parti della presente convenzione convengono di fornire, a titolo di assistenza alimentare ai Paesi in via di sviluppo, del grano, dei cereali secondari o loro prodotti derivati, adatti al consumo umano e di tipo e qualità accettabili, ovvero l'equivalente in contanti, per le quantità annuali minime specificate nel seguente paragrafo 2.

2. Il contributo annuo minimo di ogni Paese parte della presente convenzione viene fissato nel modo seguente:

	Tonnellate metriche
	—
Argentina	23.000
Australia	225.000
Canada	495.000
Comunità economica europea	1.035.000
Stati Uniti d'America	1.890.000
Finlandia	14.000
Giappone	225.000
Svezia	35.000
Svizzera	32.000

3. Ai fini dell'applicazione della presente convenzione, ogni Paese che avrà firmato la detta convenzione in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo VI o che avrà aderito in conformità delle disposizioni dei paragrafi 2 o 3 dell'articolo 8 sarà ritenuto elencato nel paragrafo 2 dell'articolo II, con il contributo minimo che gli verrà assegnato conformemente alle disposizioni pertinenti dell'articolo VI o dell'articolo VIII.

4. Il contributo in contanti di un Paese il cui contributo al programma verrà effettuato completamente o in parte, in contanti, verrà calcolato valutando la quantità di cereali fissata per tale Paese (o la parte di tale quantità di cereali che non verrà fornita in natura) sulla base di 1,73 dollari statunitensi lo staio.

5. L'assistenza alimentare sotto forma di cereali sarà fornita in base alle modalità seguenti:

a) vendite contro valuta del Paese importatore, non trasferibile né convertibile in divise o merci e servizi destinati ad essere utilizzati dal Paese membro (1),

b) donativi di cereali o donativi contanti da utilizzarsi per l'acquisto di cereali a beneficio del Paese importatore, o

c) vendite a credito, il cui pagamento deve essere effettuato per ragionevoli annualità, ripartite in venti anni o più e con l'interesse di un tasso inferiore ai tassi commerciali in vigore sui mercati mondiali (2), restando inteso che l'assistenza alimentare sotto forma di cereali sarà fornita per quanto possibile in base alle modalità indicate ai precedenti commi *a*) e *b*).

6. Gli acquisti di cereali saranno effettuati nei Paesi partecipanti.

7. Nell'utilizzazione dei donativi di denaro, si cercherà in modo particolare di facilitare le esportazioni di cereali dei Paesi partecipanti in via di sviluppo. A tale scopo, verrà fissata una priorità affinché almeno il 35 per cento del contributo in contanti per l'acquisto di cereali relativamente all'assistenza alimentare o la parte di tale contributo che sarà necessaria per l'acquisto di 200.000 tonnellate metriche di cereali siano consacrati all'acquisto di cereali prodotti nei Paesi partecipanti in via di sviluppo.

8. I Paesi donatori forniranno i propri contributi in cereali sotto forma di consegne rateali f.o.b.

9. I Paesi parti della presente convenzione potranno, per quanto concerne il loro contributo al programma di assistenza alimentare, specificare uno o più Paesi beneficiari.

10. I Paesi parti della presente convenzione potranno fornire il proprio contributo sia per il tramite di un'organizzazione internazionale che in modo bilaterale. Tuttavia, conformemente alla raccomandazione formulata al paragrafo 3 della risoluzione 2682 (XXV) dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite, essi terranno debitamente conto dei vantaggi che si otterrebbero avviando una maggiore proporzione dell'assistenza alimentare mediante circuiti multilaterali e faranno quanto possibile per ricorrere al Programma alimentare mondiale.

Articolo III

Comitato di assistenza alimentare

1. Verrà istituito un Comitato di assistenza alimentare che sarà composto dei Paesi elencati al paragrafo 2 dell'articolo II della presente convenzione. Il Comitato nominerà un presidente e un vice presidente.

2. Il Comitato potrà, ove la situazione lo giustifichi, invitare i rappresentanti del Segretariato di altre organizzazioni internazionali cui possano partecipare solo i Governi che sono anche membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o suoi istituti specializzati a partecipare ai suoi lavori in qualità di osservatori.

3. Il Comitato:

a) riceverà regolarmente dai Paesi membri dei rapporti sulle somme, la composizione, le modalità di distribuzione e le condizioni dei contributi all'assistenza alimentare che forniscono in base alla presente convenzione.

b) esaminerà continuamente gli acquisti di cereali finanziati mediante contributi in contanti, tenendo particolarmente conto dell'obbligo che figura al paragrafo 7 dell'articolo II e che riguarda gli acquisti di cereali effettuati nei Paesi in via di sviluppo partecipanti.

4. Il Comitato:

a) esaminerà il modo in cui gli obblighi sottoscritti in base al programma di assistenza alimentare sono stati adempiuti;

b) procederà ad un regolare scambio di informazioni sul funzionamento delle disposizioni sull'assistenza alimentare adottate in base alla presente convenzione e in particolare, quando le informazioni corrispondenti saranno disponibili, sui suoi effetti sulla produzione alimentare dei Paesi beneficiari.

Il Comitato farà, se necessario, un rapporto.

---

(1) In circostanze eccezionali, potrà essere accordata una dispensa non superiore al 10 per cento.

(2) L'accordo sulle vendite a credito può prevedere il pagamento di una frazione che vada sino al 15 per cento del capitale alla consegna della merce.

5. Ai fini del paragrafo 4 del presente articolo, il Comitato può ricevere delle informazioni dai Paesi beneficiari e consultare detti Paesi.

Articolo IV

Disposizioni amministrative

Il Comitato di assistenza alimentare istituito conformemente alle disposizioni dell'articolo 3 si avvale dei servigi del segretariato del Consiglio internazionale del grano per l'esecuzione dei compiti amministrativi che può richiedere, in particolare, la produzione e la distribuzione della documentazione e dei rapporti.

Articolo V

Inadempimenti degli impegni e controversie

Nel caso di una controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente convenzione, o di mancato adempimento degli obblighi assunti in base alla detta convenzione, il Comitato di assistenza alimentare si riunisce per decidere le misure da adottare.

Articolo VI

Firma

1. La presente convenzione sarà aperta, a Washington, dal 29 marzo 1971 al 3 maggio 1971 incluso, alla firma dei Governi dell'Argentina, dell'Australia, del Canada, degli Stati Uniti d'America, della Finlandia, del Giappone, della Svezia e della Svizzera, nonché a quella della Comunità economica europea e dei suoi Stati membri purché essi firmino sia la presente convenzione che la convenzione sul commercio del grano del 1971.

2. La presente convenzione sarà del pari, alle stesse condizioni, aperta alla firma dei Paesi firmatari della convenzione sull'assistenza alimentare del 1967 che non sono elencati al paragrafo 1 del presente articolo, purché il loro contributo sia almeno uguale a quello che essi avevano sottoscritto nella convenzione sull'assistenza alimentare del 1967.

Articolo VII

Ratifica, accettazione o approvazione

La presente convenzione è sottoposta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ciascuna delle parti firmatarie in conformità delle proprie procedure costituzionali o istituzionali, purché ciascuna di esse ratifichi, accetti o approvi anche la convenzione sul commercio del grano del 1971. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America non oltre il 17 giugno 1971, restando inteso che il Comitato di assistenza alimentare può accordare una o più proroghe del termine ad ogni firmatario che non abbia depositato, in tale data, il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

Articolo VIII

Adesione

1. La presente convenzione è aperta all'adesione della Comunità economica europea e degli Stati membri, nonché di ogni altro Governo di cui all'articolo VI, con la riserva che ciascuno di essi aderisca anche alla convenzione sul commercio del grano del 1971 e con la riserva inoltre, nel caso dei Governi di cui al paragrafo 2 dell'articolo VI, che il loro contributo sia almeno uguale a quello che essi avevano sottoscritto nella convenzione sull'assistenza alimentare del 1967. Gli strumenti di adesione di cui al presente paragrafo saranno depositati non oltre il 17 giugno 1971, restando inteso che il Comitato di assistenza alimentare può accordare una o più proroghe del termine ad ogni Governo che, in tale data, non abbia depositato il proprio strumento di adesione.

2. Il Comitato di assistenza alimentare può approvare l'adesione alla presente convenzione, in quanto donatore, del Governo di ogni membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o dei suoi istituti specializzati alle condizioni che il Comitato di assistenza alimentare riterrà opportune.

3. Se un Governo che non sia menzionato all'articolo VI sollecita la propria adesione alla presente convenzione tra lo spirare del periodo fissato per la firma e l'entrata in vigore della presente convenzione, i firmatari della stessa possono approvare l'adesione alle condizioni che riterranno opportune. Una tale approvazione e tali condizioni avranno lo stesso valore in base alla presente convenzione, come se le relative decisioni fossero state prese dal Comitato di assistenza alimentare dopo l'entrata in vigore della presente convenzione.

4. L'adesione avviene mediante il deposito di uno strumento d'adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

Articolo IX

Applicazione provvisoria

La Comunità economica europea e i suoi Stati membri, nonché ogni altro Governo dei Paesi di cui all'articolo 6, possono depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria della presente convenzione, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria della convenzione sul commercio del grano del 1971. Ogni altro Governo la cui domanda di adesione venga approvata può anche depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria. La Comunità economica europea e i suoi Stati membri, nonché ogni Governo che depositi una tale dichiarazione, applicano provvisoriamente la presente convenzione e sono ritenuti provvisoriamente parti della convenzione stessa.

Articolo X

Entrata in vigore

1. La presente convenzione entra in vigore, per la Comunità economica europea e i suoi Stati membri, nonché per i Governi che avranno depositato degli stru-

menti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, alle seguenti condizioni:

a) il 18 giugno 1971 per tutte le disposizioni diverse dall'articolo II;

b) il 1° luglio 1971 per l'articolo II;

con riserva che la Comunità economica europea e i suoi Stati membri, nonché tutti gli altri Governi di cui al paragrafo 1 dell'articolo VI, abbiano depositato tali strumenti o una dichiarazione di applicazione provvisoria entro il 17 giugno 1971 e che la convenzione sul commercio del grano del 1971 sia in vigore. La presente convenzione entra in vigore, per ogni altro Governo che depositi uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione successivamente all'entrata in vigore della convenzione, alla data di detto deposito.

2. Se la presente convenzione non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i Governi che, dal 18 giugno 1971, avranno depositato degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione oppure delle dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno decidere di comune accordo che essa entrerà in vigore tra i Governi che hanno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, a condizione che la convenzione sul commercio del grano del 1971 sia in vigore, oppure potranno prendere tutte le altre misure che la situazione potrà richiedere.

Articolo XI

Durata

La presente convenzione resterà in vigore per un periodo di tre anni a partire dalla data di entrata in vigore dell'articolo 2 della detta convenzione.

Articolo XII

Notifiche da parte del Governo depositario

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutte le parti firmatarie e aderenti ogni firma, ogni ratifica, ogni accettazione, ogni approvazione, ogni applicazione provvisoria della presente convenzione, nonché ogni adesione ad essa.

Articolo XIII

Copia certificata conforme della convenzione definitiva

Il più presto possibile dopo la definitiva entrata in vigore della presente convenzione, il Governo depositario invierà una copia certificata conforme della detta convenzione nelle lingue: inglese, spagnola, francese e russa al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento alla presente convenzione sarà altresì comunicato al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo XIV

Rapporti fra il preambolo e la convenzione

La presente convenzione comprende il preambolo dell'accordo internazionale sul grano del 1971.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai loro Governi o dalle loro rispettive autorità, hanno firmato la presente convenzione alle date figuranti a fronte della loro firma.

I testi della presente convenzione nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati negli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, che ne trasmetterà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti.

(*Seguono le firme*).

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(4651071/3) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.